

Qu'est-ce qu'être pauvre aujourd'hui en Europe ?

L'analyse du consensus sur les privations

Jérôme Accardo et Thibaut de Saint Pol*

L'enquête *Standards de vie* réalisée par l'Insee en 2006 et l'*Eurobaromètre* 67.1 commandité en 2007 par la Commission européenne permettent d'analyser la manière dont Français et Européens se représentent la pauvreté et les privations qu'elle entraîne. La pauvreté peut en effet être définie comme le fait d'être victime d'un certain nombre de privations. On parle alors de pauvreté en « conditions de vie ».

Si dans l'enquête française, la moitié des privations proposées sont jugées inacceptables par plus de 50 % des enquêtés, le consensus n'est net que sur un petit nombre de privations, témoignant d'une vision restrictive de la pauvreté limitée aux privations alimentaires sévères, aux manques fonctionnels relatifs à l'habillement, à la très mauvaise qualité du logement et aux difficultés à se soigner. Les items exprimant la privation de besoins non vitaux apparaissent moins souvent inacceptables.

En France comme en Europe, les opinions sont très diverses : personne ne s'accorde sur le même panier de privations inacceptables. Les descripteurs sociodémographiques usuels n'ont qu'un faible impact sur les réponses. Ils ne permettent pas de déterminer des groupes d'enquêtés où règnerait un consensus sur une norme de pauvreté particulière très différente de la norme globale. En revanche, il existe de grandes différences entre pays. Un effet « national » se dessine ainsi, soulignant la difficulté d'utiliser la notion de pauvreté en conditions de vie dans les comparaisons internationales.

* Au moment de la rédaction de cet article, Jérôme Accardo et Thibaut de Saint Pol appartenaient à la division Conditions de vie des ménages de l'Insee.

Les auteurs remercient Daniel Verger et les deux rapporteurs anonymes dont les conseils et suggestions ont contribué à améliorer cet article.

La pauvreté est un phénomène complexe à saisir à partir de données quantitatives. Si le seuil de pauvreté monétaire est l'outil le plus classiquement utilisé, il ne traduit qu'un aspect de ce phénomène multidimensionnel (Verger, 2005). La pauvreté peut également être définie plus subjectivement, en considérant comme pauvre celui qui déclare ne pas arriver à boucler ses fins de mois avec le revenu dont il dispose ou qui déclare avoir du mal à équilibrer son budget. Cet article s'intéresse à une troisième approche, complémentaire des deux précédentes : la prise en compte des privations, c'est-à-dire le fait de désirer un bien sans avoir les moyens de l'acheter, également appelée « pauvreté en conditions de vie ».

Cette approche, consistant à recenser les privations d'ordre matériel que subit le ménage, est apparue dans les années 1970 (Townsend, 1979). Considérer les privations permet de définir la pauvreté *par les états*, par opposition à une définition *par les moyens*, dont la notion usuelle de pauvreté monétaire est l'exemple le plus évident, mais qui est aussi l'angle adopté par Sen dans ses analyses visant à dépasser la vision strictement monétaire de la pauvreté (Sen, 1987). Au-delà d'un certain nombre de privations, le ménage est dit *pauvre en conditions de vie*. Choisir ce nombre de privations est certes une question délicate, mais au même titre que le choix du seuil de pauvreté monétaire. Cette définition de la pauvreté présente d'ailleurs des avantages par rapport à celle de la pauvreté monétaire, notamment d'un point de vue pratique. Elle ne nécessite en effet que le décompte des privations subies par le ménage, opération statistiquement plus simple et aux résultats en principe plus robustes que la mesure des revenus. La mise en œuvre pratique des *enquêtes sur les privations* soulève cependant une difficulté majeure : la sélection préalable des privations à prendre en compte. Il est en effet impossible de passer en revue avec chaque ménage enquêté tous les biens et services qu'il est susceptible de consommer pour établir ceux dont il est privé.

La détermination d'une liste des privations pertinentes est un problème difficile. Les listes qui sous-tendaient les premières mesures de la pauvreté en conditions de vie ont été élaborées par des experts, chercheurs en sciences sociales, qui, pour justifier leurs choix, se référaient essentiellement à l'intuition commune de ce qu'était la norme dominante de consommation dans la société considérée. Cette intuition pouvait néanmoins se fonder sur des critères objectifs, en particulier le *contrôle par la fréquence*

(Lollivier et Verger, 1997), selon lequel la privation doit se rapporter à une pratique (liée à une consommation) diffusée dans la majorité de la population et participant donc à un « standard objectif » (Townsend, 1979). Des travaux ultérieurs ont poursuivi cet effort d'objectivation (Dickès, 1992). Ce dernier auteur, en particulier, met en avant un second critère opérationnel essentiel, celui du *contrôle par le consensus* qui consiste à ne retenir que les privations considérées comme défavorables par une large majorité de la population.

La diffusion objective des pratiques est souvent relativement bien connue, le thème étant depuis longtemps et régulièrement l'objet d'enquêtes auprès des ménages (1). En revanche le degré de consensus sur le caractère défavorable d'une privation a été beaucoup moins examiné. En 2005, à notre connaissance, seules quatre « enquêtes sur le consensus » avaient été réalisées auprès d'échantillons de grande taille (plusieurs milliers de personnes). La première a été effectuée en Grande-Bretagne en 1983 et visait à recueillir l'opinion d'un échantillon d'individus sur les privations qu'ils jugeaient constitutives de la pauvreté (Mack et Lansley, 1985). Cette opération a été reconduite en 1990, puis en 1999 lors du « *Poverty and Social Exclusion Survey* » (PSE), en Grande-Bretagne toujours. Les résultats de ces enquêtes ont effectivement contribué à déterminer le contenu des listes employées dans les diverses enquêtes de privation réalisées ultérieurement, en Grande-Bretagne comme ailleurs. Le principe de sélection était de retenir les items indiqués comme inacceptables par une majorité de répondants (Gordon *et al.*, 2000). Enfin, en 2003, le Goskomstat russe a conduit sa propre enquête, en s'inspirant de l'approche britannique.

En France, depuis plus d'une dizaine d'années, des enquêtes de privation (2) sont réalisées annuellement, en se fondant sur des listes de privations inspirées des enquêtes étrangères. La diffusion objective des privations retenues permet de déterminer si elles satisfont au « contrôle par la fréquence ». En revanche, faute d'enquête spécifique, on ne disposait pas jusqu'à présent d'information précise sur le degré de consensus concernant le choix de ces privations. L'enquête

1. En France, comme dans la plupart des pays, différentes enquêtes sur la consommation, sur le logement, sur les vacances, sur les biens durables, etc. fournissent ce type d'information.

2. Successivement dans le panel européen des ménages, les enquêtes permanentes sur les conditions de vie et le panel Statistiques sur les Ressources et les Conditions de vie (SRCV).

Standards de vie, conduite par l'Insee en janvier 2006, a été réalisée pour combler cette lacune (cf. encadré 1). Elle tente de mettre au jour les définitions implicites de la pauvreté existant aujourd'hui dans la population en France. Un *Eurobaromètre* réalisé l'année suivante adopte la même perspective dans un cadre européen (cf. encadré 1). Plus précisément, les deux enquêtes soumettent à un échantillon d'individus une liste assez longue de privations et leur demandent d'indiquer pour chacune d'entre elles s'ils jugent intolérable qu'une personne la subisse. Les réponses permettent de juger du consensus existant dans l'opinion pour considérer la privation comme pertinente du point de vue de la mesure de la pauvreté.

Cet article s'appuie sur ces deux enquêtes pour évaluer le degré de consensus que recueillent des privations appartenant à des domaines aussi divers que les conditions de logement, la sociabilité ou la santé. Son propos est de déterminer si, en France ou en Europe, il existe dans le public une norme commune de conditions de vie en deçà de laquelle les individus s'accordent à parler de pauvreté ou si on a plutôt affaire à une multiplicité de conceptions. Dans ce dernier cas, les définitions que les individus donnent de la pauvreté dépendent-elles de leurs caractéristiques sociodémographiques : le sexe, l'âge, le revenu... ? Et à l'échelle européenne est-ce l'influence de ces caractéristiques qui prévaut ou plutôt les différences entre pays ? Répondre à

Encadré 1

L'ENQUÊTE STANDARDS DE VIE 2006 ET L'EUROBAROMÈTRE 67.1

Réalisée en janvier 2006 auprès d'un échantillon de 5 900 individus, l'enquête méthodologique *Standards de vie 2006* vise à appréhender les représentations de la pauvreté dans la population. Pour cela, elle interroge les enquêtés sur une série de 66 privations appartenant à des domaines divers. Deux types de formulations des questions étaient adoptés. La moitié des personnes interrogées s'est vu proposer une formulation normative : « *Si une personne ne [item], diriez-vous que cette situation est inacceptable et qu'il faut aider cette personne* » et l'autre moitié une formulation appelant un jugement constatif : « *Si une personne doit, par manque d'argent, se priver de [item], diriez-vous que c'est un signe de pauvreté ?* ». Par souci de comparabilité avec le questionnaire de l'*Eurobaromètre*, nous ne prendrons en compte dans cet article que le protocole normatif, auquel 2 938 individus ont répondu. Pour l'analyse des différences entre ces deux types de formulation, le lecteur intéressé pourra se reporter à Accardo et Demailly (2008).

Les privations retenues dans le questionnaire ont été sélectionnées en fonction de leur utilisation dans les enquêtes de privation ou de leur capacité à éclairer des aspects mal appréhendés des opinions du public sur la pauvreté. Ont ainsi été incluses les privations de biens de loisirs récents (DVD) et de biens stigmatisés (comme la cigarette). Mais les concepteurs ont surtout cherché à couvrir un large ensemble de domaines de la vie courante et ont retenu sept thèmes (alimentation, logement, environnement-quartier, loisirs-éducation, santé-soins du corps, biens durables, habillement-linge).

Ce protocole d'enquête présente toutefois une limite qu'il convient de garder à l'esprit : en présentant les privations séparément, il néglige un aspect essentiel de la pauvreté, celui de l'accumulation de plusieurs privations. En toute rigueur, il aurait fallu présenter aux enquêtés des « paniers » de privations. Le nombre considérable des paniers possibles *a priori* rend toutefois un tel protocole irréalisable.

Par ailleurs, outre la modalité usuelle « *je ne sais pas* », l'enquêteur pouvait proposer en cas de perplexité évidente, une modalité « *ça dépend des cas* ». Ces modalités ont au total une fréquence faible dans les deux protocoles (de l'ordre de 5 %), confortant l'idée que les questions avaient un sens pour les enquêtés. La modalité « *ça dépend des cas* » prévue dans le questionnaire n'a jamais été proposée d'emblée à l'enquête. Peu d'individus ont donc répondu selon cette modalité qui concerne 0,2 % environ des répondants. Toutefois, cette proportion peut être un peu plus élevée pour certains items. C'est le cas notamment pour le fait d'habiter dans une caravane ou de pas pouvoir se payer une voiture (1 %), d'être obligé de vivre dans un appartement au cinquième étage sans ascenseur, du mauvais état du logement (0,7 %).

L'*Eurobaromètre 67.1* a été réalisé entre le 14 février et le 18 mars 2007 sur demande de la Commission européenne par TNS Opinion & Social. Dans le cadre de cette enquête, 26 466 personnes de 15 ans et plus ont été interrogées dans les 27 pays membres de l'Union européenne.

Les enquêtés sont interrogés sur une liste de 53 privations portant sur les adultes et 21 privations relatives aux enfants et doivent juger s'ils considèrent les biens ou services correspondants comme « *nécessaires pour avoir un niveau de vie décent dans le pays dans lequel ils vivent* ». Les privations touchent cinq domaines différents : les contraintes financières, le logement et son environnement, les biens durables, l'alimentation, l'habillement et les services de base, la sociabilité et le loisir. Dans cette enquête, comme dans l'enquête *Standards de vie*, seuls les ménages ordinaires ont été enquêtés : le protocole d'enquête laisse donc de côté les personnes vivant dans une habitation collective (internat, caserne, maison de retraite...) ainsi que celles qui ne disposent pas d'un logement (SDF). On ne dispose donc pas de l'avis sur la pauvreté de ceux qui sont sans doute le plus dans cette situation.

ces questions est indispensable pour apprécier la pertinence des listes d'items retenues dans les enquêtes usuelles de privations.

Une conception assez étroite de la pauvreté...

Le consensus, et c'est le résultat sans doute le plus frappant des deux enquêtes *Standards de vie* et *Eurobaromètre*, se limite à un petit nombre d'items. Dans l'enquête française par exemple (3), les *taux de citation* des privations (c'est-à-dire la proportion de répondants qui les citent comme étant inacceptables) s'échelonnent de 3 à 90 % de façon régulière (cf. tableau 1) et seuls deux groupes d'items semblent pouvoir être considérés comme consensuels.

Le premier suscite le consensus « contre lui ». Il s'agit d'un groupe de privations (environ 1/6^e de la liste) très rarement citées. Les avis sont presque unanimes pour admettre ces privations et ne pas les reconnaître comme étant inacceptables. Les biens concernés sont très divers : des biens durables au degré de diffusion moyen (lave-vaisselle, micro-ondes), des biens destinés aux loisirs (magnétoscope, lecteur DVD, appareil photo), des biens relevant des nouvelles technologies (téléphone mobile ou ordinateur), ou ceux liés à des pratiques stigmatisées (tabac, vin). Il faut se demander ce qui les rassemble ici. Ce n'est pas leur diffusion objective : elle est limitée pour certains biens (le lave-vaisselle, par exemple (4)), très large pour d'autres (le téléphone mobile, l'alcool...). On avancera l'hypothèse que c'est leur association avec des notions de confort, de détente, de plaisir qui les fait ranger par les enquêtés parmi les biens dont on peut se passer.

Le téléphone mobile et l'ordinateur, qui n'ont plus aujourd'hui seulement un caractère ludique ou de confort, peuvent sembler infirmer cette hypothèse. Mais ces deux biens ont la particularité d'avoir connu une diffusion récente et rapide, parallèlement à une évolution de leurs usages (Bigot et Croutte, 2007). L'opinion exprimée par les enquêtés en 2006 pourrait refléter une forme d'*hystérésis* des perceptions. À ce moment encore, ces deux biens étaient assimilés par les enquêtés à des gadgets superflus et coûteux.

Un peu moins du tiers des privations sont au contraire très souvent citées (à plus de 75 %) (5), faisant ainsi clairement l'objet d'un « consensus pour » : il s'agit surtout de pri-

ventions alimentaires sévères (sauter souvent un repas), de l'habillement dans sa dimension fonctionnelle (ne pas disposer de vêtement à la bonne taille, de sous-vêtements ou de vêtements propres pour les enfants, de linge de maison), de la qualité du logement (ne pas avoir de salle de bain, d'eau chaude, de chauffage, vivre dans un logement humide ou dans une caravane) et de la santé (ne pas pouvoir se payer des soins dentaires, des médicaments ou une assurance complémentaire).

Le reste de la liste se compose d'items à taux de citation intermédiaire (compris entre 25 et 75 %) dont il est beaucoup moins clair qu'ils donnent lieu à un consensus, pour ou contre : ce sont principalement des privations relatives à l'équipement du logement et à son environnement - en particulier les caractéristiques du quartier - ainsi qu'aux loisirs et à la sociabilité (ne pas pouvoir payer des sorties, des cadeaux aux enfants). Parmi ces 35 items « intermédiaires », 17 (soit le quart de la liste globale) ont des taux de citation médians (entre 40 et 60 %). Retenues par près de la moitié des personnes interrogées, ces privations soulèvent une difficulté : une approche fondée sur le consensus doit-elle les prendre en compte ou non ?

Une même privation proposée aux enquêtés concernant les adultes, puis les enfants, est plus souvent citée comme inacceptable dans le second cas (par exemple : ne pas manger des fruits frais, de la viande, ne pas pouvoir payer un appareil ou une prothèse dentaire). L'écart cependant reste assez limité (sauf dans le cas des vêtements et des chaussures). On ne retrouve donc pas dans *Standards de vie* (ni dans l'*Eurobaromètre*, cf. tableau 2) les résultats mis en avant pour le *PSE* par Gordon *et al.* (2000). Dans cette dernière enquête, en effet, les taux de citation sont nettement plus élevés quand la privation touche les enfants.

De façon générale, les taux de citation des privations dans l'enquête française sont d'ailleurs sensiblement inférieurs à ceux de l'enquête britannique. L'écart est particulièrement fort pour les items liés à la convivialité et aux loisirs. Les résultats du *PSE* montrent en particulier que

3. C'est elle que nous utiliserons dans un premier temps, plutôt que l'*Eurobaromètre* : elle s'appuie en effet sur un échantillon un peu plus important (pour la France) et surtout contient une meilleure description sociodémographique des répondants.

4. En 2006, le taux d'équipement était inférieur à 50 % des ménages (Insee, enquête Budget de famille 2006).

5. On pourrait définir un taux de citation « élevé » de façon moins exigeante, en retenant tous ceux au-dessus de 66 %. Mais on ne gagne ainsi que 4 items supplémentaires.

Tableau 1
Fréquence de citations des privations en France

En %

Privations	Part d'individus qui jugent la privation inacceptable
Ne pas pouvoir payer à ses enfants des vêtements et des chaussures à leur taille	90
Ne pas pouvoir payer des appareils dentaires à ses enfants	89
Se priver régulièrement d'un repas plusieurs fois par semaine	89
Être obligé de vivre dans un logement sans eau chaude	88
Ne pas pouvoir se payer de prothèses auditives	88
Être obligé de vivre dans un logement humide (moisissures, condensation sur les murs)	87
Ne pas pouvoir maintenir la température du logement au-dessus de 16° en hiver	86
Pas assez de rechange pour envoyer ses enfants à l'école avec des vêtements toujours propres	86
Pas de salle de bain à l'intérieur du logement	85
Ne pas pouvoir se payer de prothèses dentaires (couronne, bridge, ...)	84
Ne pas pouvoir se payer un lave-linge	84
Ne pouvoir se payer un médicament (conseillé par le médecin) qui ne lui sera pas remboursé	84
Ne pas pouvoir changer de sous-vêtements plusieurs fois par semaine faute de rechange	82
Les enfants ne peuvent pas participer aux sorties et autres activités que l'école organise où il faut une participation financière des parents	80
Ne pas pouvoir se payer une assurance complémentaire-santé / mutuelle	78
Ne pas pouvoir faire garder ses enfants de moins de 10 ans et devoir les laisser souvent seuls à la maison après l'école	78
Ne pas disposer de draps, serviettes (linge de maison) en bon état	78
Être obligé de vivre dans un logement en mauvais état (nombreux murs ou plafonds fissurés, peinture très dégradée dans la plupart des pièces),	78
Devoir vivre toute l'année dans une caravane, un bungalow, un mobil home	76
Ne pas pouvoir payer à ses enfants, des légumes et des fruits frais, plusieurs fois par semaine	74
Problèmes de délinquance et de vandalisme dans le quartier ou le village	70
Enfants obligés de faire leurs devoirs scolaires dans la pièce commune	70
Ne pas pouvoir se payer un abonnement au téléphone fixe	68
Ne pas pouvoir changer de vêtements de dessus (chemises, pantalons, jupes) toutes les semaines	66
Ne pas pouvoir manger des légumes et des fruits frais plusieurs fois par semaine	63
Vivre dans un quartier ou un village mal entretenu (graffitis, immeubles dégradés, ordures)	62
Ne pas pouvoir payer des cours de soutien scolaire à ses enfants	61
Ne pas pouvoir se payer chaque année deux paires de bonnes chaussures	58
Être obligé d'user jusqu'au bout la plupart de ses vêtements	56
Devoir faire tous les jours plus de 20 mn à pied pour amener son enfant à la crèche/nourrice/école	55
Pour les enfants, ni square, ni terrain de jeux proches et entretenus	54
Ne pas pouvoir payer les cours nécessaires pour passer le permis de conduire	54
Ne pas pouvoir se payer des meubles en bon état	53
Ne pas pouvoir payer à ses enfants des vacances (campagne, mer ou montagne) au moins pendant l'été	53
Être obligé de rester vivre chez ses parents après 30 ans	52
Ne pas pouvoir se payer une voiture	50
Devoir, pour ses courses de tous les jours, faire plus de 20 mn à pied pour atteindre le premier commerce	49
Ne pouvoir payer à ses enfants de la viande ou du poisson de qualité supérieure qu'une fois par mois	49
Être obligé de vivre dans un logement avec le bruit des voisins, le bruit du dehors ou la pollution de l'air	48
Ne pas pouvoir recevoir à déjeuner ou dîner sa famille (parents, frères, sœurs,...) ou des amis	48
Un frère et une sœur de plus de 10 ans doivent dormir dans la même chambre	47
Ne pas pouvoir partir en vacances au moins une semaine par an	46
Ne pas pouvoir se payer une télévision	41

Privations	Part d'individus qui jugent la privation inacceptable
Les parents doivent faire dormir dans leur chambre un enfant de plus de 5 ans	40
Ne pas pouvoir se payer un aspirateur	39
Ne pas pouvoir payer à ses enfants adolescents une sortie par mois (discothèque, concert,...)	39
Ne pas pouvoir se payer une sortie (cinéma, restaurant, discothèque, concert...)	38
Ne pas pouvoir organiser des goûters d'anniversaire pour ses enfants et leurs amis	36
Ne pas pouvoir offrir à ses enfants les cadeaux qu'ils voudraient au moins deux fois par an	35
Ne pouvoir se payer de la viande ou du poisson de qualité supérieure qu'une fois par mois	34
Ne pas pouvoir se payer un congélateur	32
Ne pas pouvoir se payer une séance chez le coiffeur au moins deux fois par an	30
Ne pas pouvoir offrir de cadeaux à ses parents, frères, sœurs au moins une fois par an	27
Le logement est trop petit pour s'isoler	26
Être obligé de vivre dans un appartement au cinquième étage (ou plus haut) sans ascenseur	24
Ne pas pouvoir se payer au moins une tenue à la mode	14
Ne pas pouvoir envoyer ses enfants en séjour à l'étranger au moins une fois avant l'âge de 18 ans	13
Ne pas pouvoir se payer un four micro-ondes	13
Ne pas pouvoir se payer un appareil photo (non jetable)	9
Ne pas pouvoir se payer un ordinateur	8
Ne pas pouvoir se payer un abonnement au téléphone mobile	7
Ne pas pouvoir se payer ses cigarettes	4
Ne pas pouvoir se payer un lave-vaisselle	4
Ne pas pouvoir se payer un magnétoscope	4
Ne pas pouvoir s'offrir un verre de vin ou de bière à chaque repas	4
Ne pas pouvoir se payer un lecteur de DVD	3

Lecture : 90 % des enquêtés estiment que « ne pas pouvoir payer à ses enfants des vêtements et des chaussures à leur taille » est une privation inacceptable.

Source : enquête Standards de vie 2006, Insee.

l'opinion britannique va au-delà de la considération des besoins vitaux et tend à associer pauvreté et absence de réseaux d'amis ou de parents (6). Force est de constater que l'enquête française ne suggère pas cette conclusion. Ce point revêt une grande importance : faut-il suivre les enquêtés quand ils excluent ce type de biens ? Peut-on considérer que ces privations ne sont pas pertinentes pour juger de situation d'exclusion des standards de vie « normaux » ? La privation d'ordinateur n'aurait-elle pas de pertinence pour évaluer la situation présente et les perspectives d'un individu ?

Que faire de ces taux de citation ? Dès leur première enquête sur le consensus, Mack et Lansley ont proposé de retenir comme privations inacceptables celles dont la fréquence de citation dépassait 50 %. Les auteurs du PSE parlent ici de « règle de la majorité démocratique » (Gordon *et al.*, 2000) qu'ils ont aussi mise en œuvre pour sélectionner les privations définissant la pauvreté en conditions de vie (voir aussi Goskomstat, 2003). Une telle conception, qui

identifie consensus (c'est-à-dire l'accord pour juger une privation inacceptable) et choix majoritaire, est commode mais a le défaut d'ignorer l'intensité des préférences. L'intuition suggère pourtant qu'il faut en tenir compte. Peut-on, par exemple, parler de consensus dans la population si une opinion, quoique majoritaire, est vigoureusement rejetée par une importante minorité ? On peut s'efforcer de remédier à cette difficulté de diverses manières, par exemple en retenant un seuil plus exigeant que 50 %. D'autres auteurs (Halleröd, 1994) proposent de retenir toutes les privations, mais en pondérant chacune par son taux de citation (7).

6. « It is clear from the results in Table 1 that the general public holds ideas about the necessities of life that are more wide-ranging, or multi-dimensional, than is ordinarily represented in expert or political assessments. People of all ages and walks of life do not restrict their interpretation of 'necessities' to the basic material needs of a subsistence diet, shelter, clothing and fuel. There are social customs, obligations and activities that substantial majorities of the population also identify as among the top necessities of life », *Dossier de présentation du PSE au public, septembre 2000*.

7. De tels scores sont d'ailleurs souvent utilisés dans l'évaluation des situations de pauvreté en condition de vie (Deutsch, Silber, 2005).

Tableau 2
Fréquence de citations des privations en Europe

En %

Privations	Part d'Européens qui jugent l'item absolument nécessaire
Se payer des soins médicaux lorsque c'est nécessaire (enfant)	81
Se payer des soins médicaux lorsque c'est nécessaire	77
Recevoir des médicaments et des vitamines lorsque c'est nécessaire (enfant)	76
Pouvoir effectuer régulièrement des visites médicales (y compris pour les dents et les yeux) (enfant)	75
S'acheter des médicaments lorsque c'est nécessaire	74
Avoir un logement avec des toilettes privatives à l'intérieur et munies d'une chasse d'eau	69
Avoir un logement sans fuites dans le toit ou sans infiltrations dans les murs\ sols\ fondations	68
Avoir un lit et des draps pour tout le monde dans le foyer	68
De pouvoir payer ses factures (d'électricité, d'eau, de gaz, etc.) à temps	67
Prendre trois repas par jour (enfant)	67
Avoir un logement avec l'eau chaude courante	66
S'acheter des appareils médicaux (lunettes, fausses dents, etc.) lorsque c'est nécessaire	66
Avoir un manteau chaud pour l'hiver	64
Avoir un logement avec une salle de bain ou une douche privative	63
Pouvoir payer son loyer ou rembourser un emprunt immobilier à temps	62
Pouvoir se payer des visites de contrôle régulières chez un médecin et un dentiste	62
Pouvoir chauffer son logement de manière appropriée	62
Manger des fruits et des légumes une fois par jour (enfant)	61
Avoir de nouvelles chaussures adaptées à leur pointure (enfant)	61
Pouvoir faire face à toutes les dépenses nécessaires pour sa scolarité (enfant)	60
Avoir deux paires de chaussures adaptées au climat (par ex. des chaussures chaudes pour l'hiver et des chaussures légères pour l'été)	58
Avoir un réfrigérateur	58
Avoir un logement d'où on ne risque pas d'être expulsé	57
Pouvoir aller à l'école maternelle, avant l'école primaire (enfant)	52
Pouvoir jouer à l'extérieur en toute sécurité (enfant)	51
Prendre un repas avec de la viande, du poulet ou du poisson au moins une fois par jour (enfant)	50
Manger des fruits et des légumes frais tous les jours	49
Avoir un logement situé dans un quartier épargné par le crime, la violence ou le vandalisme	49
Pouvoir rembourser ses crédits (comme pour acheter des appareils électroménagers, des meubles, une voiture, un prêt étudiant, etc.) à temps	48
Avoir un lave-linge	48
Avoir un adulte qui s'en occupe pendant la majeure partie du temps passé au domicile (enfant)	47
Avoir des habits neufs et à leur taille (enfant)	44
Manger un repas avec de la viande, du poulet ou du poisson au moins tous les deux jours	42
Avoir un logement bien entretenu et dans un bon état général (sans peinture qui s'écaille ni fissures dans les murs)	42
Avoir une cuisinière assez grande pour le foyer	42
Avoir un logement sans trop de pollution ou de problèmes environnementaux (comme la pollution de l'air, la crasse ou les détritux)	42
Avoir suffisamment de place et d'intimité au domicile pour étudier ou faire ses devoirs	42
Avoir les moyens de ne plus vivre chez ses parents après l'âge de trente ans	40
Réparer ou remplacer d'importants équipements électriques tels qu'un réfrigérateur ou un lave-linge	40
Pouvoir mettre de coté environ Y (monnaie nationale) chaque mois	40
Avoir des jeux éducatifs et des livres pour enfants au domicile (enfant)	39
Avoir un logement qui n'est pas trop sombre, avec suffisamment de lumière naturelle	39

Privations	Part d'Européens qui jugent l'item absolument nécessaire
Avoir accès aux transports publics locaux	38
Pouvoir célébrer les occasions spéciales (anniversaire, Noël, etc.) (enfant)	35
Un logement où les espaces et aménagements publics sont bien entretenus et bien équipés (éclairage public, routes, signalisation routière, arrêts de bus)	34
Partir en voyage scolaire ou en camp de vacances (enfant)	33
De pouvoir faire face à des dépenses imprévues de X (monnaie nationale)	31
Avoir une activité de loisir régulière (enfant)	31
Avoir un logement avec suffisamment de place et d'intimité pour pouvoir lire, écrire ou écouter de la musique pour tous les membres du foyer	31
Avoir quelques vêtements neufs et pas de seconde main	30
Pouvoir obtenir des services bancaires de base	29
Avoir un logement sans trop de bruit des voisins et de la rue (circulation, commerces, usines, etc.)	28
Avoir des équipements de loisir (par ex. vélo ou autres équipements sportifs) (enfant)	27
Pouvoir inviter ses amis au domicile (enfant)	27
Partir en vacances avec ses parents pour au moins une semaine par an (enfant)	26
Avoir un logement avec suffisamment d'espace pour pouvoir inviter des amis ou la famille à prendre un verre ou pour un repas	25
Avoir des vêtements chics pour un entretien d'embauche ou d'autres occasions spéciales (mariages, enterrements)	24
Pouvoir remplacer des meubles usés ou cassés	21
Avoir une télévision couleur	19
Avoir un téléphone fixe	19
Pouvoir offrir des cadeaux à la famille ou aux amis au moins une fois par an	17
Avoir une voiture	17
Recevoir de l'argent de poche régulièrement (enfant)	17
Pouvoir partir une semaine en vacances	15
Avoir une petite somme d'argent pour se faire plaisir chaque semaine	14
S'acheter des journaux, des magazines et des livres	13
Avoir un loisir ou pratiquer un sport régulièrement	13
Pouvoir décorer son logement	13
Avoir un téléphone mobile\ portable	12
Pouvoir inviter les amis ou la famille pour un repas à la maison une fois par mois	12
Pouvoir aller régulièrement chez le coiffeur	11
Pouvoir faire au moins une sortie par mois (restaurant, cinéma, discothèque ou concert, etc.)	11
Avoir un ordinateur	9
Avoir une connexion Internet	7

Lecture : 75 % des enquêtés jugent que pour un enfant « pouvoir effectuer régulièrement des visites médicales » est absolument nécessaire pour qu'une personne ait un niveau de vie décent.

Source : Eurobaromètre 67.1, Commission européenne.

Avant d'aborder ces questions, il est au préalable utile de clarifier, avec l'exemple de l'enquête *Standards de vie*, deux aspects généraux de ce type d'enquêtes : d'une part la norme qui s'exprime dans les réponses des enquêtés est de nature absolue plutôt que relative, d'autre part, il est délicat de déduire de la liste des privations citées par la majorité un quelconque panier minimum de biens indispensables.

...fondée sur des jugements plutôt normatifs

À défaut d'informations sur le consensus, c'est le critère de la fréquence qui a souvent été utilisé. C'est une démarche légitime : pour les promoteurs du concept, en effet, la pauvreté en conditions de vie correspond à une situation

d'exclusion des biens et services accessibles à la plupart. Elle suppose donc que l'on définisse la norme de consommation par l'usage. Est considéré comme « normal » ce qui est le plus courant. La norme est alors relative à un état donné des comportements de consommation.

Mais fréquence et consensus sont deux principes bien distincts. Et les enquêtes considérées ici le confirment : des privations objectivement très peu fréquentes ne sont pas pour autant jugées inacceptables par le plus grand nombre et plus généralement le taux de citation d'une privation dans *Standards de vie* n'est que modérément corrélé à sa fréquence réelle dans la population française, telle qu'elle est mesurée dans différentes enquêtes de l'Insee auprès des ménages (cf. tableau 3). La nature des nombreuses exceptions est aussi révélatrice : la télévision couleur par

exemple, dont la privation est pourtant un phénomène désormais très rare (8) (5 % des ménages n'ont pas de télévision), n'obtient qu'un taux de citation moyen (53 %). L'absence de lave-linge, l'impossibilité de recevoir des amis ou des parents autour d'un repas, la possession d'une garde-robe insuffisante pour avoir toujours des vêtements propres, sont objectivement des privations aussi rares les unes que les autres, mais leurs taux de citation sont pourtant très différents. Les mauvaises conditions de logement sont jugées plus souvent inadmissibles que le suggérerait leur fréquence objective. Il en va de même pour la privation de meubles en bon état.

8. Rappelons qu'on parle ici de privations subies, donc des cas où une personne ne peut pas se payer un téléviseur couleur, par opposition au cas de celles, issues en général de catégorie plus aisées, qui n'en veulent pas.

Tableau 3
Fréquence objective et acception des privations

Privations	En %	
	Fréquence objective	Part d'individus qui la jugent inacceptable
Obligé de vivre dans un logement sans eau chaude	0,5	88
Pas d'une salle de bain à l'intérieur du logement	1	85
Ne pouvoir se payer un abonnement au téléphone fixe	2	68
Se priver régulièrement d'un repas plusieurs fois par semaine	3	89
Ne pas pouvoir se payer chaque année deux paires de bonnes chaussures	5	58
Ne pouvoir se payer une télévision	5	41
Ne pouvoir se payer un lave-linge	8	84
Ne pouvoir recevoir à déjeuner ou dîner sa famille (parents, frères, sœurs, etc.) ou des amis	8	48
Ne pas pouvoir changer de vêtements de dessus (chemises, pantalons, jupes) toutes les semaines	8	66
Ne pouvoir offrir de cadeaux à ses parents, frères, sœurs au moins une fois par an	9	27
On ne peut pas maintenir la température du logement au-dessus de 16° en hiver	9	86
Obligé de vivre dans un logement humide (moisissures, condensation sur les murs)	14	87
Obligé de vivre dans un logement avec le bruit des voisins, le bruit du dehors ou la pollution de l'air	17	48
Logement est trop petit pour s'isoler	18	40
Ne pouvoir se payer une voiture	19	50
Ne pouvoir se payer un four micro-ondes	26	13
Ne pouvoir partir en vacances au moins une semaine par an	28	46
Ne pouvoir se payer des meubles en bon état	29	53
Ne pouvoir se payer un lecteur de DVD	30	3
Ne pouvoir se payer un magnétoscope	30	4
Ne pouvoir se payer un congélateur	53	32
Ne pouvoir se payer un ordinateur	55	8
Ne pouvoir se payer un lave-vaisselle	56	4

Lecture : 0,5 % des logements n'ont pas d'eau chaude. Cette privation apparaît inacceptable à 88 % des individus interrogés.
Source : enquête EPCV de mai, fichier historique (1997-2003) et enquête Standards de vie 2006, Insee.

L'analyse des deux groupes consensuels (pour et contre) dans l'enquête *Standards de vie* (voir *supra*) fait apparaître que, pour la majeure partie de la population, seules sont inacceptables les privations susceptibles de conduire à des carences physiques (insuffisance de nourriture, de vêtements, de logement, de soins de santé), avec sans doute la crainte qu'elles ne compromettent la capacité de l'individu à se prendre en charge lui-même. Cette conception n'autorise que le nécessaire proprement vital. Qu'un individu soit privé de ce qui relève du plaisir (si petit soit-il) apparaît comme moins inacceptable.

Dans ce type d'enquêtes, il ne s'agit pas de se « mettre à la place » d'autrui pour mesurer le degré de pénibilité de la privation. Les privations « *ne pas avoir les moyens de se payer un verre de vin ou de bière à chaque repas* », ou encore « *ne pas avoir les moyens de se payer son paquet de cigarette quotidien* » sont de ce point de vue exemplaires : elles peuvent représenter, du fait de leur dimension addictive, une frustration particulièrement douloureuse. Les enquêtés refusent pourtant, très majoritairement, de les juger inacceptables. Peut-être mettent-ils d'abord en avant les effets néfastes de ce type de consommation sur la santé.

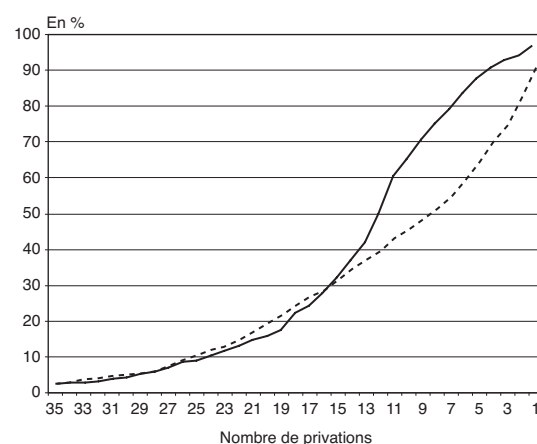
Ce qui semble ainsi prédominer est une norme des besoins définie de façon absolue par le souci d'assurer la satisfaction des fonctions indispensables à la survie, à l'exclusion d'autres considérations plus tolérantes et généreuses. Il s'agit d'une norme morale dont les évolutions ne reflètent sans doute qu'imparfaitement, et vraisemblablement avec retard (9), celle des niveaux et des modes de consommation.

Consensus et « panier » de privations

Il est tentant de lire les résultats des enquêtes de consensus en termes de « panier minimum », c'est-à-dire de considérer que l'ensemble des privations labélisées par le critère du consensus (défini par la « majorité démocratique », ou toute autre méthode) détermine les biens qu'il conviendrait de garantir à tous. Cette conception est infondée : il est par exemple erroné de croire que les 19 items les plus cités dans l'enquête *Standards de vie* définissent un panier « minimum » de biens fondamentaux qui recueillerait l'assentiment général. De fait,

hormis les 11 enquêtés à qui aucune des situations présentées n'a paru inacceptable, on ne trouve pas deux questionnaires identiques : il y a autant de paniers de 66 items que d'enquêtés. Certes, avec un aussi grand nombre d'items l'absence de coïncidence complète des réponses n'est pas surprenante. Mais, en réalité, le constat est identique pour des listes pourtant nettement plus réduites : le panier de 10 privations le plus fréquent (10) n'est choisi que par 45 % de la population (11) et le nombre de personnes qui choisit un panier décroît très vite avec le nombre de privations qui le composent (cf. graphique I). Moins de 3 % des répondants s'accordent sur une liste comprenant les 35 privations majoritaires. On ne peut donc pas passer directement des taux de citation des privations prises séparément à la notion de consensus sur un panier de biens indispensables (12).

Graphique I
Consensus en fonction du nombre de privations dans le panier (de moins de 35 items)



----- Jugées inacceptables ——— Jugées acceptables

Lecture : 60 % des individus sont d'accord sur le même panier de 6 privations (jugées inacceptables). 60 % sont d'accord pour rejeter 11 privations, jugées acceptables.

Source : enquête Standards de vie 2006, Insee.

9. Comme l'exemple du téléphone mobile ou de l'ordinateur le laisse supposer.

10. Qui est, comme on peut s'y attendre, composé des 10 privations les plus citées.

11. Tous les paniers autres que ceux formés des items les plus fréquents n'apparaissent qu'avec une fréquence très faible (moins de 3 % des répondants).

12. Cette dispersion des « jeux de réponses » des différents enquêtés n'est pas liée au mode de questionnement séquentiel retenu par Standards de vie. On obtient les mêmes résultats quand on propose aux répondants de sélectionner les privations dans un ensemble de cartes devant eux, comme dans le PSE britannique de 1999.

Absence de consensus en Europe

Les résultats de l'*Eurobaromètre 67.1* recourent assez largement ceux de l'enquête française. Les privations, qui apparaissent les moins acceptables aux Européens, sont celles relatives à la santé, en particulier celles concernant les enfants (cf. tableau 2). La privation retenue par la majorité des Européens (81 %) est l'absence de soins médicaux pour un enfant, en cas de nécessité. Viennent ensuite : la même privation touchant un adulte (77 %), ne pas recevoir de médicaments ou de vitamines lorsque c'est nécessaire pour un enfant (75 %), ne pas pouvoir effectuer régulièrement des visites médicales pour un enfant (75 %) ou s'acheter des médicaments pour un adulte (74 %). La pauvreté se caractérise donc avant tout pour les Européens par une incapacité à se soigner. De bonnes conditions de logement (toilettes privatives, absence de fuites, eau chaude...) sont jugées par un peu moins de

personnes absolument nécessaires pour avoir un niveau de vie décent.

Les privations jugées les moins graves sont celles relatives à la sociabilité et aux loisirs (inviter des amis au domicile, pratiquer un sport, acheter des journaux, des magazines et des livres,...), mais aussi, comme sur les données françaises, l'équipement technologique. La possession d'un ordinateur est retenue par seulement 9 % des Européens et la connexion internet par 7 % d'entre eux.

Le nombre de privations considérées comme inacceptables par la majorité des personnes est toutefois très différent selon les pays européens. Aux Pays-Bas, seuls 22 biens et services sur les 74 proposés par l'enquête sont jugés absolument nécessaires par plus de 50 % des répondants. À l'opposé, en Grèce, on en compte 47 (cf. tableau 4). De manière générale, les pays qui

Tableau 4
Distribution du nombre d'items retenus selon le pays

Pays	Moyenne	Premier quartile	Médiane	Troisième quartile
Ensemble	31	18	30	43
Pays-Bas (NL)	24	11	22	35
Lituanie (LT)	26	5	21	44
Italie (IT)	26	14	25	37
République tchèque (CZ)	27	15	25	38
Danemark (DK)	27	16	26	37
Espagne (ES)	28	14	30	42
Allemagne de l'Ouest (D-W)	29	18	27	39
Belgique (BE)	29	16	28	41
Finlande (FI)	29	17	29	40
Grande-Bretagne (GB)	29	16	29	41
France (FR)	30	19	29	40
Suède (SE)	30	22	30	40
Malte (MT)	32	18	30	46
Irlande (IE)	32	14	31	49
Irlande du Nord (NI)	32	19	32	46
Autriche (AT)	33	22	33	45
Allemagne de l'Est (D-E)	33	22	33	44
Pologne (PL)	33	18	33	48
Slovaquie (SK)	34	20	33	48
Luxembourg (LU)	34	25	34	45
Slovénie (SI)	34	22	34	47
Estonie (EE)	35	20	36	51
Croatie (HR)	36	22	35	51
Lettonie (LV)	36	19	35	54
Portugal (PT)	36	27	37	47
Bulgarie (BG)	39	23	38	55
Hongrie (HU)	39	24	40	54
Roumanie (RO)	40	27	41	53
Chypre (CY)	42	30	43	54
Grèce (EL)	45	35	47	56

Lecture : aux Pays-Bas, les enquêtés ont jugé en moyenne 24 items absolument nécessaires.
Source : Eurobaromètre 67.1, Commission européenne.

ont la définition la plus large de la pauvreté (au sens d'une privation de nombreux items) sont les moins riches : la Grèce, Chypre, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie... Les plus développés (Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie, Danemark...) sont ceux qui ont la vision de la pauvreté la plus restrictive, c'est-à-dire limitée aux privations les plus vitales.

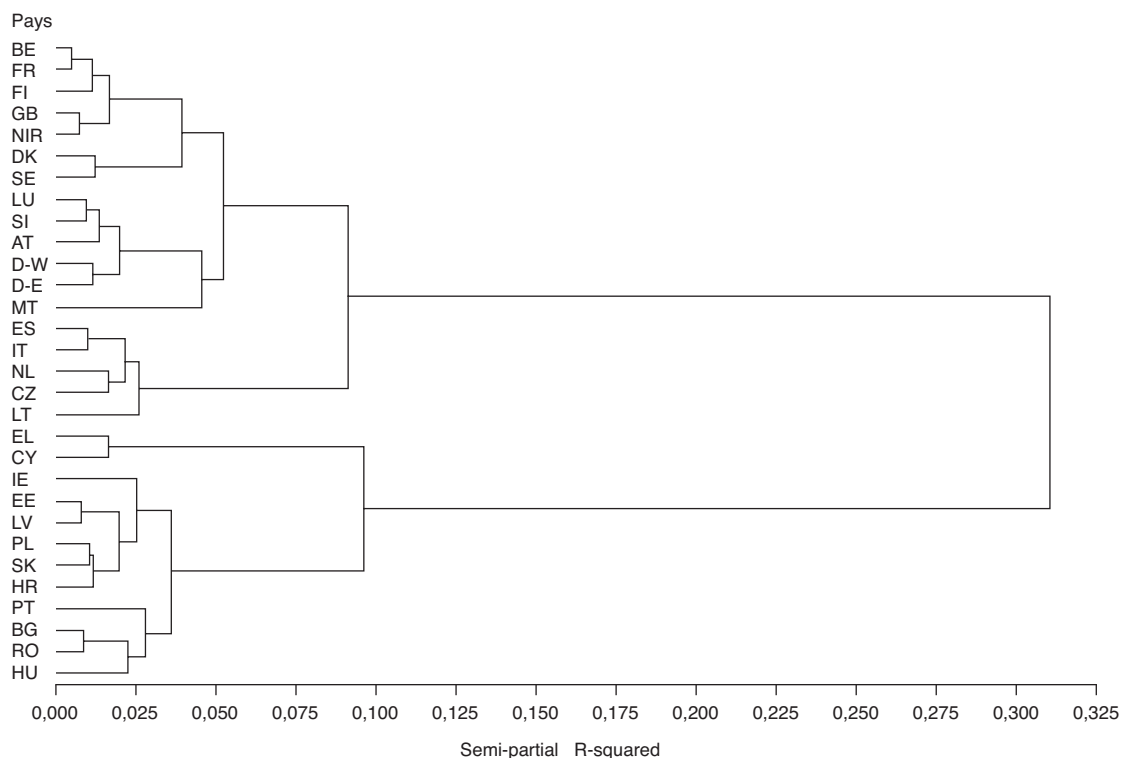
Les pays qui retiennent le plus de privations sont aussi ceux qui recueillent le plus large assentiment sur ces privations (cf. tableau 5). Ainsi, par exemple, 94 % des Grecs jugent absolument nécessaire de pouvoir apporter des soins à un enfant lorsque c'est nécessaire, alors que ce n'est le cas que de 62 % des Lituanien. Il en est de même pour les items les moins retenus : 26 % des Roumains s'accordent à juger absolument nécessaire de disposer d'un ordinateur alors que ce n'est le cas que de 5 % des Français, des Espagnols et des Allemands de l'Ouest.

Plusieurs groupes de pays partageant une même attitude à l'égard de la pauvreté peuvent

toutefois être identifiés. La réalisation d'une classification ascendante hiérarchique (CAH) sur le nombre de personnes qui jugent absolument nécessaire chacun des 74 items (adultes et enfants) permet de faire apparaître des similarités et des oppositions entre les pays dans lesquels a été réalisé l'*Eurobaromètre* (cf. graphique II).

La première classe est exclusivement composée de pays de l'Europe du Nord et de l'Ouest, dont notamment la France et la Grande-Bretagne (cf. carte). Ces pays se caractérisent par des taux de citations beaucoup plus faibles des items pouvant être considérés comme absolument nécessaires. C'est en particulier le cas pour certains équipements, comme le lave-linge ou la télévision couleur, pour quelques caractéristiques du logement (espace et clarté) et certaines dépenses (argent pour les dépenses imprévues et argent de poche pour les enfants) qui apparaissent dans ce groupe de pays beaucoup moins nécessaires pour qu'une personne ait un niveau de vie décent.

Graphique II
Arbre de classification



Lecture : le « semi partial R-squared » représente la perte de variance expliquée due au regroupement des deux classes, autrement dit l'information que l'on perd en regroupant les classes. Les deux pays les plus proches sont la Belgique et la France. Plus le regroupement de deux pays ou de deux groupes a eu lieu tôt dans la procédure de classification automatique (et se trouve donc à gauche dans l'arbre de classification), plus ces pays sont proches dans leurs choix de privations.
Source : Eurobaromètre 67.1, Commission européenne.

La seconde classe, qui regroupe surtout des pays de l'Europe de l'Est (Bulgarie, Estonie, Hongrie,...), se caractérise à l'inverse par une proportion plus élevée d'individus qui jugent une plus grande diversité d'items absolument nécessaires (c'est-à-dire de privations insupportables). Il s'agit en particulier de toutes les privations qui ont trait aux plaisirs individuels. Les items s'y rapportant sont plus largement cités

que dans les autres pays. Ainsi pouvoir décorer son logement, inviter des amis chez soi, ou même aller chez le coiffeur, apparaissent beaucoup plus souvent comme des activités absolument nécessaires dans ces pays.

La troisième classe comprend quatre pays voisins (cinq si l'on divise l'Allemagne en deux régions dans ce groupe) : l'Allemagne, l'Autri-

Tableau 5
Les privations les plus et les moins souvent retenues en Europe

A – Les cinq privations les plus souvent retenues

En %

	Des soins médicaux lorsque c'est nécessaire (enfant)	Des soins médicaux lorsque c'est nécessaire	Recevoir des médicaments et des vitamines lorsque c'est nécessaire (enfant)	Pouvoir effectuer régulièrement des visites médicales (y compris pour les dents et les yeux) (enfant)	S'acheter des médicaments lorsque c'est nécessaire
BE	79	76	75	71	75
DK	89	85	84	83	78
EL	94	92	92	89	91
ES	75	73	72	68	72
FI	82	80	74	74	77
FR	82	72	75	77	70
IE	63	63	65	61	64
IT	70	68	69	66	69
LU	91	80	87	83	82
NL	81	78	73	67	68
AT	87	84	83	85	80
PT	85	81	80	79	81
SE	91	87	89	83	82
D-W	85	82	79	79	79
D-E	90	87	85	88	83
GB	79	77	75	73	70
NIR	87	84	84	84	76
BG	85	82	78	81	81
CY	95	92	87	86	91
CZ	84	79	71	77	76
EE	82	81	75	74	75
HU	87	85	85	81	83
LV	80	75	76	78	73
LT	62	60	59	58	58
MT	84	81	82	78	78
PL	78	75	77	76	72
RO	86	77	82	79	79
SK	83	77	79	78	68
SI	91	85	90	85	87
Ensemble	81	77	76	75	74

B – Les cinq privations les moins souvent retenues

En %

	Pouvoir inviter les amis ou la famille à dîner une fois par mois	Aller régulièrement chez le coiffeur	Une sortie par mois (restaurant, cinéma, discothèque ou concert, etc.)	Un ordinateur	Une connexion Internet
BE	8	8	9	6	6
DK	8	5	4	10	9
EL	22	12	29	10	8
ES	9	12	8	5	4
FI	9	10	10	8	8
FR	9	5	8	5	5
IE	14	19	14	9	8
IT	10	8	9	8	6
LU	10	12	14	11	11
NL	9	9	4	6	5
AT	10	10	11	7	6
PT	13	13	13	13	11
SE	9	9	6	8	9
D-W	9	10	6	5	4
D-E	7	15	7	7	5
GB	10	6	10	6	5
NIR	5	6	8	3	3
BG	27	27	26	22	19
CY	17	4	21	18	12
CZ	8	8	11	9	7
EE	17	25	18	19	19
HU	24	21	20	12	10
LV	21	28	27	20	19
LT	13	22	13	13	11
MT	5	15	10	20	18
PL	20	15	14	14	12
RO	24	33	27	26	20
SK	16	21	20	17	13
SI	8	10	10	11	8
Ensemble	12	11	11	9	7

Lecture : en Belgique, 79 % des enquêtés ont jugé que pouvoir payer des soins médicaux à son enfant est absolument nécessaire et 8 % que pouvoir inviter les amis ou la famille à dîner une fois par mois l'était.

Source : Eurobaromètre 67.1, Commission européenne.

che, le Luxembourg et la Slovaquie. Ces pays se distinguent par le jugement porté sur certaines privations : une part plus importante d'individus y juge absolument nécessaire de pouvoir chauffer son logement, ou de faire face aux dépenses de scolarité des enfants. Ils sont également plus sensibles aux questions de santé, notamment à la possibilité d'effectuer régulièrement des visites médicales, de donner des médicaments aux enfants ou d'obtenir un appareil médical lorsque c'est nécessaire. En revanche, les habitants de ces pays sont proportionnellement beaucoup

moins nombreux à juger absolument nécessaire de consommer de la viande, du poulet ou du poisson au moins tous les deux jours (que ce soit pour les adultes ou pour les enfants) ou d'avoir un environnement agréable pour son logement.

Les cinq pays de la quatrième classe (Espagne, Italie, Lituanie, Pays-Bas, République tchèque) appartiennent à des aires géographiques différentes mais ont en commun une proportion plus faible d'individus qui jugent les items proposés absolument nécessaires. Il s'agit notamment des

Les attitudes au regard de la pauvreté en Europe



Lecture : la première classe est composée de pays de l'Europe du Nord et de l'Ouest, dont notamment la France et la Grande-Bretagne ; ils se caractérisent par des taux de citations beaucoup plus faibles des items pouvant être considérés comme absolument nécessaires. Le chiffre indiqué dans chaque pays est le PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (EU-27 = 100).
Source : Eurobaromètre 67.1, Commission européenne et Données 2006, Eurostat.

privations concernant les enfants, comme celles d'avoir des chaussures ou des vêtements à leur taille, suffisamment de place pour faire leurs devoirs, ou de pouvoir effectuer régulièrement des visites médicales et de recevoir des médicaments lorsque c'est nécessaire.

La cinquième classe regroupe uniquement la Grèce et Chypre, deux pays dont les habitants sont beaucoup plus nombreux à juger absolument nécessaire l'ensemble des items proposés. La privation de voiture ou de vêtements neufs (pour les enfants comme pour les adultes) leur

est particulièrement difficile à envisager. Les privations financières apparaissent également plus souvent insupportables, comme le fait de ne pas pouvoir faire face aux dépenses imprévues ou rembourser ses crédits à temps. Enfin, certains items ayant trait au logement sont très fréquemment retenus : avoir un logement exempt de pollution ou pourvu d'une salle de bain, pouvoir remplacer les meubles usés ou cassés...

Le comportement de Malte est suffisamment atypique pour constituer une classe à lui tout seul. Il se distingue surtout par le peu d'importance accordée aux items comme avoir un vêtement chaud ou pouvoir chauffer son logement. Ils apparaissent beaucoup moins nécessaires aux Maltais qu'aux habitants des autres pays. C'est aussi le cas de pouvoir prendre trois repas par jour ou, pour un enfant, de pouvoir partir en vacances. En revanche, avoir un téléphone fixe, un réfrigérateur ou même une connexion internet sont beaucoup plus souvent retenus comme étant absolument nécessaires par les Maltais.

Des regroupements intuitifs mais difficiles à valider

Comprendre en quoi consiste le consensus suppose, comme nous l'avons vu, d'examiner plus en détail la façon dont les réponses se structurent et, si possible, les déterminants des jugements des individus. L'analyse des données internationales amène à des regroupements frappants qui suggèrent quelques facteurs pouvant intervenir dans la formation des opinions sur la pauvreté.

Ainsi, les groupes tendent à rassembler des pays géographiquement voisins : la France et la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, le Danemark et la Suède, la Grèce et Chypre, etc. La géographie pourrait donc influencer les réponses à certains items, par exemple en fonction du climat pour le fait de pouvoir se chauffer ou de se procurer vêtements et chaussures. Cette dimension est néanmoins insuffisante pour expliquer les similitudes entre pays.

Le fait que les pays d'Europe de l'Est se trouvent rassemblés dans un même groupe encourage à mettre en avant le rôle de l'histoire des pays dans leur rapport à la pauvreté. Ainsi le fait que les anciens pays du bloc soviétique émettent des jugements similaires peut faire penser

qu'avoir vécu dans un pays communiste amène à considérer qu'un plus grand nombre d'items sont absolument nécessaires. Toutefois le fait que l'ex-Allemagne de l'Est se trouve dans le même groupe que l'ex-Allemagne de l'Ouest et l'Autriche atténue le poids cet argument, dès lors insuffisant.

La prise en compte du niveau de vie est sans doute essentielle. Les pays de l'Est de l'Europe sont aussi des pays dans lesquels le PIB par habitant est faible (cf. carte). Les habitants des pays aux niveaux de vie plus faibles, plus proches des situations de pauvreté et de privations, ressentent peut-être comme absolument nécessaires un plus grand nombre d'items. Serge Paugam et Marion Selz (2005) ont montré que la perception de la pauvreté était liée à la situation économique et changeait selon la conjoncture : lorsque le chômage augmente, les individus semblent plus sensibles aux conséquences des mouvements économiques sur les plus démunis. Le contexte économique dans lequel ont répondu les enquêtés a donc une influence, mais n'explique pas non plus l'ensemble des différences observées puisque, par exemple, l'Irlande se trouve dans le même groupe que la plupart des pays de l'Est de l'Europe.

De façon peut-être plus exploratoire, les pays d'un même groupe sont souvent proches par la langue, les institutions ou la religion (la Grèce et Chypre, la France et la Belgique, l'Autriche et l'Allemagne...). Le rapport à la pauvreté et aux pauvres tient une grande place dans les religions monothéistes et la pratique religieuse est un des éléments qui influe sur les réponses relevées dans les pays de traditions catholiques ou protestantes. Elle joue probablement dans le fait que la pauvreté est plus souvent perçue comme un état permanent dans les pays du sud de l'Europe, alors que dans les pays du Nord elle apparaît davantage comme une épreuve subie après un accident de la vie (Paugam et Selz, 2005). La perception de la pauvreté serait donc également un fait « civilisationnel ».

Pourtant, malgré leur intérêt, ces considérations restent vagues et plus ou moins bien établies. Alors que certains pays confortent l'impact d'un facteur, d'autres l'infirment. L'approche suivie, purement descriptive, ne permet pas de validation statistique, ni l'évaluation de l'ampleur des effets de ces différents facteurs. La question principale demeure : comment sont structurés les jugements des individus et d'où viennent-ils ?

Les déterminants des jugements restent mal identifiés

La voie apparemment la plus directe pour tenter de comprendre ce qui détermine le choix des items consiste à relier la citation d'une privation aux caractéristiques sociodémographiques du répondant, soit en s'appuyant comme précédemment sur les techniques usuelles de l'analyse des données (analyse factorielle, classification automatique), soit par l'utilisation, pour chacun des items, de modèles de régression logistique expliquant les réponses par les caractéristiques sociales du répondant. Malheureusement, même l'enquête *Standards de vie*, plus riche que l'*Eurobaromètre* en descripteurs sociodémographiques, ne permet pas d'aboutir. Les classes d'items obtenues par classification automatique sont peu robustes et d'interprétation souvent problématique. Les régressions aboutissent, elles, à des ajustements de qualité variable. Surtout, de la masse des corrélations calculées entre les items et les caractéristiques des individus ne se dégagent ni ressemblances, ni oppositions claires entre les profils sociodémographiques (Accardo et Demailly, 2008). Les auteurs du *PSE*, n'observent d'ailleurs pas non plus d'impact marqué des caractéristiques sociodémographiques sur les réponses (Gordon *et al*, 2000, p. 17). On se heurte ainsi à une difficulté assez similaire à celle observée dans les enquêtes sur les valeurs, lesquelles partagent de nombreux points communs avec les enquêtes de consensus (Lemel, 2000).

Néanmoins, l'échec d'une détermination directe de la structure et des déterminants des réponses recueillies ne prouve *a priori* rien d'autre que l'inadaptation de la méthode. On peut chercher, en procédant à une simplification convenable du problème, à obtenir des conclusions plus nettes. Une solution consiste ainsi à construire un résumé statistique de l'information contenue dans les réponses. Calculer le *score* d'un individu (c'est-à-dire la somme des réponses d'un individu, dans une codification rudimentaire (13)) est certainement l'option la plus simple. C'est d'ailleurs une démarche analogue à celle généralement adoptée pour la définition de la pauvreté en conditions de vie, fondée sur le nombre de privations subies. Intuitivement, le score mesure la propension d'un individu à être sensible aux privations que certains peuvent subir. Avoir un score élevé, c'est juger beaucoup de privations inadmissibles. C'est aussi, très vraisemblablement, être davantage

partisan d'une intervention en faveur des plus pauvres (14).

Examiner les liens entre le score d'un individu et ses caractéristiques (du moins celles dont on dispose dans l'enquête) est une opération plus simple et dont on peut attendre des résultats plus interprétables que ceux résultant de l'analyse menée item par item, évoquée précédemment. Mais elle soulève deux questions. Quelle quantité d'information perd-on en se restreignant à des indicateurs agrégés ? Et pourquoi le score serait-il préférable à d'autres indicateurs de ce type ? Ce choix peut à première vue paraître arbitraire. D'autres statistiques sont parfaitement envisageables. On pourrait ainsi tout à fait considérer non pas la somme simple des réponses, mais une somme pondérée, par exemple par les fréquences du choix de chaque item. De multiples solutions sont possibles, sans qu'on dispose de guide pour choisir entre elles. C'est pourquoi nous proposons de modéliser les réponses obtenues pour les différentes privations.

Modéliser les réponses

La recherche directe de déterminants objectifs des jugements exprimés par les individus s'avère donc peu satisfaisante. Pour poursuivre néanmoins l'analyse, notre étude tire parti de l'analogie formelle entre les données recueillies par l'enquête et les réponses à une batterie de tests réalisés sur un échantillon d'individus. On se place ainsi dans le cadre des modèles de réponses à l'item (MRI), couramment utilisés en psychométrie ou en sciences de l'éducation, qui cherchent précisément à traiter ce type de données (cf. encadré 2). Cette approche contourne les difficultés précédentes en renonçant à identifier, parmi les caractéristiques observables des individus, celles qui déterminent les jugements. Elle se contente de chercher à rendre compte des réponses au moyen d'un modèle aussi parcimonieux que possible et permet, tout en obtenant une description fine des données, de résoudre certaines des questions précédentes.

Dans le modèle retenu, la probabilité que l'individu i cite la privation (ou item) t est supposée être une fonction croissante d'une quantité $\alpha_i + \beta_t \pi_i$.

13. À savoir 1 si l'individu estime que la privation de l'item est inadmissible, 0 sinon.

14. Dans l'enquête *Standards de vie* cette intervention est explicitement mentionnée dans la question, voir encadré 1.

LA MODÉLISATION DES RÉPONSES

Les modèles de réponse à l'item

Les « modèles de réponse à l'item » (MRI) sont utilisés en psychométrie pour analyser les réponses des individus (par exemple un groupe d'élèves) à une batterie d'épreuves (voir par exemple Nunnally et Bernstein, 1994 et pour une présentation simple, sur l'exemple des enquêtes internationales de littératie et numératie, voir aussi d'Haultfoeuille *et al.*, 2002). Les questions utilisées doivent être du type de celles des questionnaires à choix multiples (QCM), appelant des réponses de la forme oui/non.

Supposons ainsi données les réponses de $i = 1, \dots, I$ individus à un test de $t = 1, \dots, T$ questions binaires. On note $Y_{i,t}$ la réponse de l'individu i à la question t , avec $Y_{i,t} = 1$ si l'individu a donné la bonne réponse, $Y_{i,t} = 0$ sinon. On dispose donc de $I \times T$ observations de type 0/1.

La caractéristique des modèles de type MRI est de postuler que cette réponse $Y_{i,t}$ de l'individu i à l'item t est la réalisation d'une variable aléatoire, laquelle dépend à la fois d'une variable latente (c'est à dire non observable), d'un certain nombre de paramètres et d'un « bruit » (ce dernier représentant, comme à l'accoutumé, l'effet agrégé de multiples causes non spécifiées).

En d'autres termes les MRI, du moins les plus simples d'entre eux, modélisent les résultats du test en postulant que la probabilité de bonne réponse et de la forme :

$$P[Y_{it} = 1] = F(\theta_i, \pi_t)$$

où π_t désigne la valeur de la variable latente pour l'individu i et θ_t est un vecteur de paramètres caractéristiques de l'item (c'est-à-dire de la question) t .

Les MRI se distinguent entre eux par la spécification de la fonction de lien F (qui renvoie à une hypothèse sur la loi du bruit) et par le nombre de paramètres retenus. On peut aussi, dans des versions plus avancées de ces modèles, considérer des variables latentes vectorielles.

Exemple : un MRI « classique » est le modèle de Rasch. Il pose que :

$$P[Y_{it} = 1] = \frac{1}{1 + \exp(\alpha_t - \pi_i)}$$

Outre la variable latente π_i , le modèle de Rasch postule un seul paramètre par item. Il est souvent qualifié, par abus de langage, de « modèle à un paramètre » (bien qu'en réalité il mobilise autant de paramètres que d'items et d'individus). L'interprétation usuelle de π_i et des paramètres $(\alpha_t)_{t=1, \dots, T}$ est assez intuitive :

- quel que soit l'item, la probabilité de bonne réponse s'accroît avec π_i . Ce paramètre π_i est ainsi vu comme une mesure de l'aptitude, la capacité, la compétence (voire « l'intelligence ») selon les contextes et les auteurs, de l'individu i .

- à aptitude (ou compétence, etc.) fixée, la probabilité de bonne réponse à la question t décroît quand le paramètre α_t s'élève. Celui-ci sera donc interprété comme une mesure de la difficulté de l'item.

Enquête sur le consensus et MRI

Les données collectées dans les enquêtes sur le consensus analysées ici se présentent sous la même forme suivante :

- pour chaque individu $i = 1, \dots, I$ de l'échantillon des répondants, on dispose de la collection $Y_{i,t}$ de ses opinions sur la gravité de chaque privation $t = 1, \dots, T$; $Y_{i,t} = 1$ si la privation est considérée comme inadmissible, 0 sinon.

L'analogie formelle entre ces données et celles issues des tests psychométriques conduit à postuler, pour expliquer les réponses aux enquêtes, un modèle de type MRI, à deux paramètres. On pose ainsi que $P[Y_{it} = 1] = \Phi(\alpha_t + \beta_i \pi_t)$, où Φ désigne la fonction de répartition de la loi normale centrée réduite.

Plus précisément on suppose que la réponse dichotomique $Y_{i,t}$ dérive d'une variable continue $Y_{i,t}^*$ non observée dont la loi est déterminée par les paramètres π_i , α_t et β_i . On pose ainsi le modèle :

$$\begin{cases} Y_{it}^* = \alpha_t + \beta_i \pi_t + \varepsilon_{it} \\ Y_{it} = 1_{(Y_{it}^* > 0)} \end{cases}$$

C'est ce modèle qui est utilisé pour l'étude de l'enquête *Standards de vie* comme pour celle de l'*Euro-baromètre*.

Comme on le voit ce modèle fait l'hypothèse que le jugement collecté sur l'item t auprès de l'individu i dépend de l'interaction entre des caractéristiques de l'item (α_t et β_i), des caractéristiques de l'individu (π_i) et d'une variable aléatoire (ε_{it}) qui résume l'effet d'une multitude de circonstances pouvant influencer la réponse (l'ambiance lors de l'enquête, l'humeur de l'enquêté à ce moment, l'influence inconsciente de l'enquêteur, des erreurs de saisie, etc.).

Pour estimer ce modèle il faut spécifier la loi considérée et ajouter des contraintes supplémentaires (dites d'identification). On supposera que chaque $(Tx1)$ vecteur $\varepsilon_i = (\varepsilon_{i1}, \varepsilon_{i2}, \varepsilon_{i3}, \dots, \varepsilon_{iT})'$ est indépendant des autres vecteurs ε_j et qu'il suit une loi normale centrée de matrice de covariance $\Omega = (\rho_{st})_{1 \leq s, t \leq T}$ avec la normalisation $\rho_{ss} = 1$, pour tout s . On impose en outre que la distribution des π_i est de moyenne nulle et de variance

unité, c'est-à-dire que : $\frac{1}{I} \sum_{i=1}^I \pi_i = 0$ et $\frac{1}{I} \sum_{i=1}^I \pi_i^2 = 1$.

Enfin on fixe le signe de π_i par la convention $\beta_i > 0$ pour le premier β_i non nul.

Les estimations des paramètres (α_t) , (β_i) dépendent de l'échantillon. Quand l'échantillon est représentatif et suffisamment important (ce qui est le cas des enquêtes



Encadré 2 (suite)

tes de consensus analysées ici), on considère qu'elles sont proches des valeurs qu'on obtiendrait si on interrogeait toute la population.

Sur la spécification du modèle

Le modèle proposé arbitre, comme toujours, entre le souhait de bien s'ajuster aux données collectées et un principe de parcimonie. Mais on peut légitimement se demander si un modèle à deux (familles de) paramètres $(\alpha_t, \beta_t)_{t=1,\dots,T}$ est le meilleur choix. En particulier, une seule variable latente suffit-elle ? Pourquoi les jugements devraient-ils procéder d'une propension unidimensionnelle π_t ? On ne peut écarter a priori la possibilité que les réponses dérivent d'une variable latente vectorielle $(\pi^1_t, \pi^2_t, \dots, \pi^J_t)$.

Cette question est présente dans les travaux psychométriques et des tests de spécification existent. Ils sont malheureusement assez difficiles à mettre en œuvre et ce domaine est encore en cours d'exploration (Bartolucci, 2007).

Il existe néanmoins des éléments de justification du choix de ce modèle. Parallèlement au modèle à une variable latente et deux paramètres retenu ici, on a estimé trois autres modèles :

- un modèle sans variable latente ;
- deux modèles à variable latente multidimensionnelle (de dimension 2 puis 3).

Ces quatre modèles ont été comparés sous le critère de prédiction des réponses : pour chaque individu d'un échantillon (*Standards de vie* ou *Eurobaromètre*), on a simulé sa réponse à chaque item à partir des paramètres estimés, qu'on a ensuite comparé à sa réponse telle que l'enquête l'a collectée.

Sur l'échantillon de *Standards de vie*, le taux d'erreur obtenu avec le modèle sans variable latente est de 35 %. Avec le modèle à variable latente unidimensionnelle et deux paramètres, le taux d'erreur tombe à 27 %. Introduire une variable latente multidimensionnelle (bidimensionnelle ou tridimensionnelle) n'améliore que ce taux d'erreur que d'un point.

L'échantillon de l'*Eurobaromètre* conduit aux mêmes observations. Ces résultats confortent l'approche retenue dans cette étude, en suggérant que les opinions peuvent être considérées comme déterminées par une seule variable latente.

L'interprétation des paramètres

L'interprétation psychométrique usuelle des différents paramètres n'est évidemment plus adaptée aux enquêtes de consensus : il serait en effet curieux de parler de « difficulté » pour des questions d'opinion, ou de mesure de compétence (voire d'intelligence !) à propos de la variable π . On propose dans cette étude l'interprétation alternative suivante :

- pour un item donné t , l'individu i aura une probabi-

lité d'autant plus forte de juger que la privation considérée est inadmissible que π_t est élevé. π_t est donc une mesure de la propension à juger les privations inadmissibles en général.

- le paramètre α_t détermine (la loi de) l'opinion de l'individu de propension moyenne (c'est à dire $\pi_t = 0$, d'après la convention de normalisation) à propos de l'item t .

- le paramètre β_t admet lui aussi une interprétation intuitive, bien qu'un peu moins directe. On peut d'abord remarquer que ce paramètre est directement lié à la variance empirique de la distribution des opinions latentes $(Y^*_{i,t})_{i=1,\dots,I}$ dans l'échantillon. Un calcul direct montre que :

$$\frac{1}{I} \sum_{i=1}^I [Y^*_{i,t}]^2 - \left[\frac{1}{I} \sum_{i=1}^I Y^*_{i,t} \right]^2 \approx 1 + \beta_t^2$$

pour une taille d'échantillon I assez grande. β_t est donc une mesure de la dispersion des opinions latentes sur la privation t .

On peut être plus précis : soit deux individus i et j , de propension très voisines (autrement dit $\Delta = \pi_i - \pi_j$ est faible). L'écart de leurs probabilités respectives de juger la privation t inadmissible est alors donné, au premier ordre, par la quantité $\beta_t \varphi(\Delta)$, où φ désigne la densité de la loi normale centrée réduite. β_t mesure ainsi l'impact des différences individuelles de propension π . Quand β_t est nul, ou très petit, tout le monde tend à partager la même probabilité de juger la privation t inadmissible. Autrement dit tout le monde, indépendamment de sa propension π_i , a la même opinion. Quant au contraire β_t est grand, les jugements vont nettement différer entre des individus de propensions π_i différentes. Le paramètre β_t peut ainsi être vu comme une mesure du consensus existant dans la population à propos de la privation t (ce concept de consensus ne doit pas être confondu avec le concept de fréquence, à savoir le fait qu'une privation est citée - ou n'est pas citée - par une très large majorité d'individus).

Exemple : les deux privations suivantes « ne pas pouvoir organiser des goûters d'anniversaire pour ses enfants et leurs amis » et « ne pouvoir se payer de la viande ou du poisson de qualité supérieure qu'une fois par mois » présentent, dans l'enquête *Standards de vie*, des taux de citations très voisins (respectivement 36 et 34 %). Pourtant les distributions des opinions à propos de l'une et l'autre semblent assez différentes. Par exemple, entre le groupe des individus de propension nulle et celui des individus de propension 1, les taux de citations moyens de la privation de viande varient de 14 points seulement. Ils varient de 41 points pour la privation de goûter d'anniversaire. En d'autres termes, les opinions sont plus contrastées dans la population sur la seconde citation que sur la première. Il semble y avoir un consensus sur la privation de viande (pour ne pas la considérer comme inadmissible). Ce consensus semble absent pour le goûter d'anniversaire.

Ici α_i et β_i sont deux paramètres propres à l'item et π_i est un paramètre propre à l'individu.

L'interprétation du paramètre π_i est directe : à item t donné (donc à α_t et β_t fixés), plus π_i est élevé, plus l'individu i sera susceptible de citer la privation (15). Le paramètre π_i est donc une mesure de la propension générale de l'individu à refuser qu'on souffre de privations. Les paramètres α_t et β_t , propres à la privation t , ont une interprétation analogue : un individu donné i , de propension π_i fixée, citera plus souvent un item à α_t élevé qu'un item à α_t faible. Le paramètre β_t , lui, s'interprète comme une mesure du degré de consensus, dans la population, autour de la privation que ce soit pour considérer qu'il est inacceptable pour quelqu'un de la subir ou, au contraire, pour la juger tolérable (cf. encadré 2).

Sur le fond, l'apport de ce type de modèle est le suivant : l'information initiale recueillie dans les enquêtes de consensus est assez pauvre ; elle est de la forme « oui/non » pour chaque question et ne dit donc rien sur l'intensité avec laquelle un item est accepté ou rejeté par le répondant. L'estimation du modèle a l'intérêt de donner une mesure de cette intensité, ou encore d'évaluer la variance de variables latentes (cf. encadré 2) dont on n'observe que le signe. Par ailleurs, dans le cas présent, ce modèle se révèle simple à estimer et présente de très bonnes performances comparativement à celles des modèles plus complexes. Il conduit ainsi à quatre résultats importants :

- (i) Il faut deux dimensions pour caractériser les items : leur fréquence de citation (le paramètre α) et le degré d'unanimité dont ils bénéficient (le paramètre β). Pour la plupart des items chacun de ces deux paramètres est significativement non nul. La sélection des privations pertinentes devrait donc se fonder non seulement sur la fréquence de citation (déterminée principalement par le paramètre α), mais aussi prendre en compte le degré d'unanimité des opinions tel que le mesure le coefficient β ; ce qui peut aboutir à retenir des items pas nécessairement très cités, par exemple, la sécurité du quartier.

- (ii) Estimé sur chaque pays séparément, le modèle fournit pour chacun d'eux une famille comportant autant de paramètres (α_t, β_t) que d'items. La moyenne a , pour un pays donné, des paramètres α_t est clairement liée à la fréquence moyenne de citations des items. Plus a est élevée, plus l'individu moyen de ce pays aura un score de citation élevé, autrement dit

plus la population de ce pays aura tendance à juger inadmissible qu'une personne souffre des privations proposées par l'enquête. De même la moyenne b des paramètres β_t est une mesure du degré d'unanimité, ou de cohésion, existant dans le pays autour de la norme. La classification des pays de l'*Eurobaromètre* selon ces deux paramètres a et b (cf. graphique III) confirme largement les résultats de la classification automatique. On retrouve notamment les groupes de pays historiquement liés entre eux (pays de langue allemande, pays de l'ex-bloc soviétique...). Elle précise aussi le principe de ces regroupements : ces pays apparaissent voisins en termes de taux moyen de citation et aussi de niveau de cohésion moyen.

- (iii) Quel que soit l'item, sa liaison avec les caractéristiques de l'individu passe par l'intermédiaire de la seule propension π . Il n'est donc pas pertinent de chercher des rapports spécifiques entre des groupes d'items et des groupes sociaux caractéristiques (par exemple chercher si les réponses des femmes, des jeunes, ou des cadres, etc. diffèrent des autres sur les items de loisir, ou les items domestiques,...). Les opinions d'un individu reflètent une conception générale, une posture qui affecte globalement ses réponses.

- (iv) Enfin, la propension π n'est pas une quantité purement théorique à laquelle on n'aurait que difficilement accès. On peut montrer, et vérifier en pratique, qu'elle s'identifie au score. Ce fait établi, au passage, que le problème de pondération des réponses évoqué plus haut en réalité ne se pose pas. La bonne statistique est bien le score, c'est-à-dire la somme simple des réponses.

Le consensus sur la pauvreté : un fait national ?

La question des déterminants sociaux des réponses se ramène donc, d'après les résultats (iii) et (iv), à l'explication du score par les variables sociodémographiques disponibles dans l'enquête. L'examen du lien entre ces variables et le score conduit à une conclusion nette : dans l'enquête *Standards de vie* 2006, pourtant la plus riche en descripteurs sociodémographiques du

15. Du moins quand le paramètre β est positif, ce qui est pratiquement toujours le cas, pour une normalisation appropriée (voir encadré 2).

répondant, on ne parvient à mettre en évidence que des effets d'ampleur très limitée (Accardo et Demailly, 2008).

Ainsi, non seulement on n'observe pas de relations claires et robustes entre groupes sociaux et privations citées, mais même le nombre de privations ne paraît pas dépendre de façon notable des caractéristiques des individus. Ces résultats ne signifient évidemment pas que tous les enquêtés ont la même opinion. On a vu que les paniers étaient très dispersés. Ils montrent seulement, d'une part, que ces opinions ne sont, en moyenne, que peu contrastées, et, d'autre part, que les jugements que mobilisent les enquêtés sont probablement déterminés par des facteurs relevant d'un autre registre que les variables sociodémographiques disponibles dans l'enquête. En particulier, on peut supposer que l'histoire individuelle du répondant (origine sociale, origine géographique, formation religieuse, options philosophiques, opinions politiques, situations auxquelles il a pu être confronté au cours de sa vie, lui-même ou son entourage...) influe sur sa perception de ce qu'est la pauvreté. Or l'enquête *Standards de vie* ne collecte pas ce type d'informations.

Il en va *a fortiori* de même dans l'*Eurobaromètre*, aux descripteurs moins nombreux. En revanche, cette enquête fournit un résultat important

en montrant que la variable « Pays » domine largement toutes les autres variables explicatives disponibles (âge, sexe, niveau de vie... cf. annexe). Ce qui distingue les individus serait donc moins leurs caractéristiques démographiques que leur appartenance à une certaine communauté nationale. Ce que le terme recouvre ici reste à préciser. S'agit-il des institutions en place, par exemple le poids et le mode d'organisation de la protection sociale (16) ? S'agit-il de spécificités dans l'histoire sociopolitique du pays, dans l'éducation de ses habitants ? Ou bien doit-on chercher le principe des différences dans un fonds culturel ou religieux (ce que suggèrent certains regroupements obtenus dans les analyses précédentes) ?

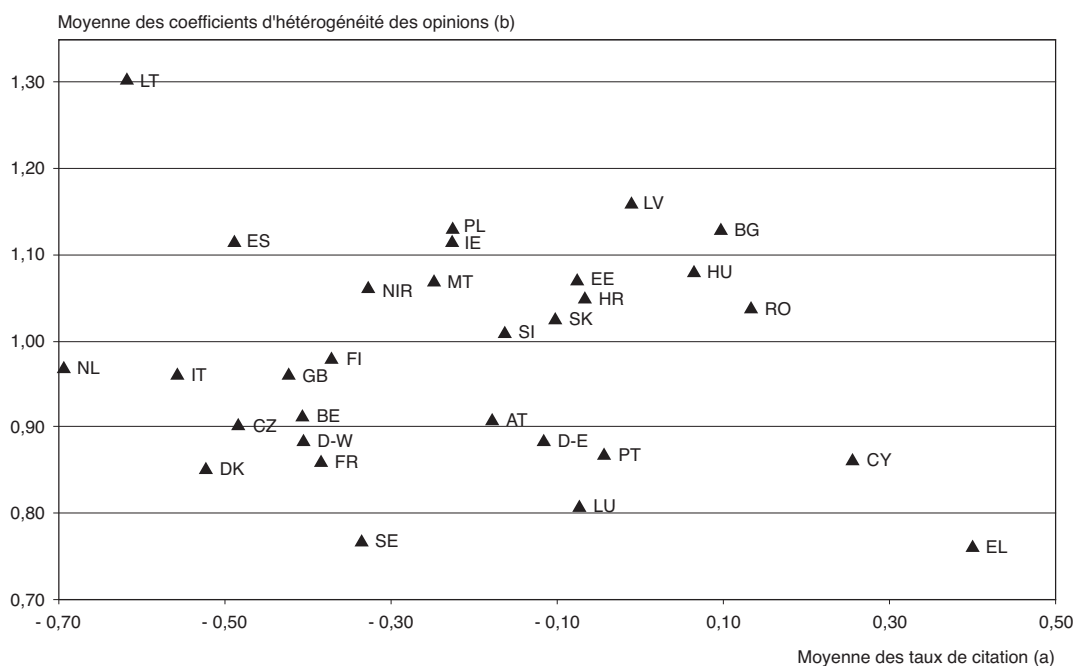
* *

*

Les jugements sur le caractère intolérable ou non des privations présentées aux enquêtés sont très divers. Cette diversité n'est pas structurée, en France comme en Europe, par des oppositions nettes pouvant être rapportées à des différences

16. Bien qu'il faille observer que les données recueillies ne présentent pas de corrélation particulière avec la célèbre typologie de système de protection sociale de Esping-Andersen (1990).

Graphique III
Taux de citation et mesure du consensus



Lecture : pour la France, le niveau moyen des taux de citation des items (a) vaut - 0,39 et le niveau moyen des mesures de consensus sur chaque item (b) vaut 0,86.
Source : Eurobaromètre 67.1, Commission européenne.

de caractéristiques sociodémographiques. Il s'agit plutôt d'une grande dispersion des opinions qui ne convergent que sur deux types de privations : la plupart des individus refusent les privations quand elles affectent les fonctions vitales (manger, se loger, se vêtir, se soigner) mais les admettent quand elles ne touchent que les dimensions récréatives et relationnelles de l'existence. Le consensus qu'on observe correspond ainsi à une norme minimale, largement diffusée, qui limite l'intolérable aux privations sévères purement matérielles. La rigueur de cette norme constatée soulève la question de sa traduction pratique. Quel poids accorder, dans la définition d'une mesure de la pauvreté en conditions de vie, à un critère du consensus qui aboutit à nier les dimensions non matérielles de la pauvreté et de l'exclusion ?

Si les différences sociodémographiques jouent peu, en revanche un effet national significatif se dessine. Ce résultat suggère que la norme sociale qui sous-tend la vision dominante de la pauvreté, et de son extension admissible, est de nature plutôt macro-sociale, ou « civilisationnelle ». Elle reflète sans doute un ensemble de facteurs de natures diverses, allant du niveau de développement économique, aux traditions culturelles et passant par l'histoire et l'organisation sociopolitique. L'importance de la dimension nationale dans le jugement des privations soulève donc la question de la pertinence de la notion de pauvreté en conditions de vie dans les comparaisons internationales. □

BIBLIOGRAPHIE

Accardo J. et Demailly D. (2008), « Les enseignements de l'enquête 'Standards de vie' », *Mesures, formes et facteurs de la pauvreté. Approches comparatives*, Document de travail, n° 151, Ined.

Bartolucci F. (2007), « A Class of Multidimensional IRT Models for Testing Unidimensionality and Clustering Systems », *Psychometrika*, vol. 72, n° 2, pp. 141-157.

Bigot R. et Croutte P. (2007), *La diffusion des technologies de l'information dans la société française*, Rapport pour le CGTI et l'Arcep, Crédoc, Paris.

Deutsch J. et Silber J. (2005), « Measuring Multidimensional Poverty: An Empirical Comparison of Various Approaches », *Review of Income and Wealth*, vol. 51, n° 1, pp. 145-174.

D'Hautefoeuille X., Murat F. et Rocher T. (2002), « La mesure des compétences : les logiques contradictoires des comparaisons internationales », *Actes des journées de méthodologie statistique 4 et 5 décembre 2000, Tome 3*, Insee-Méthodes n° 102, pp. 207-259.

Dickès P. (1992), *Pauvreté en terme de conditions d'existence*, rapport du programme MIRE-Insee, Documents de l'Adeps, Université de Nancy II.

Esping-Andersen G. (1990), *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Cambridge: Polity Press & Princeton: Princeton University Press, 1990.

Gordon D., Levitas R., Pantazis C., Patsios D., Payne S., Townsend P., Adelman L., Ashworth K., Middleton S., Bradshaw J. et Williams J. (2000), *Poverty and Social exclusion in Britain*, Joseph Rowntree Foundation.

Halleröd B. (1994), « A New Approach to the Direct Consensual Measurement of Poverty », *Discussion Paper*, n° 50, Social Policy Research Center, Sidney.

Lemel Y. (2000), « À la recherche des systèmes de valeurs des Français » in Pierre Bréchon (dir.), *Les valeurs des Français*, Paris, Armand Colin, pp. 217-238.

Lollivier S. et Verger D. (1997), « Pauvreté d'existence, monétaire ou subjective sont distinctes », *Économie et statistique*, n° 308-309-310, pp. 113-142.

Mack J. et Lansley S. (1985), *Poor Britain*, London, Allen and Unwin.

Nunnally J.C. et Bernstein I.H. (1994), *Psychometric Theory*, 3e ed., N.Y., McGraw-Hill.

Paugam S. et Selz M. (2005), « La perception de la pauvreté en Europe depuis le milieu des années 1970 », *Économie et statistique*, n° 383-384-385, pp. 283-305.

Sen A. (1987), *The Standard of Living*, Cambridge University Press.

Townsend P. (1979), *Poverty in the United Kingdom*, Harmondsworth, Penguins Books.

Verger D. (2005), « Bas revenus, consommation restreinte ou faible bien-être : les approches statistiques de la pauvreté à l'épreuve des comparaisons internationales », *Économie et statistique*, n° 383-384-385, pp. 7-45.

Part d'individus qui jugent l'item absolument nécessaire pour qu'une personne ait un niveau de vie décent

en %

Privations	Sexe		Classe d'âge				Jugement du revenu du ménage					
	H	F	15-24 ans	25-39 ans	40-54 ans	55 et plus	Très supérieur	Supérieur	À peu près équivalent	Inférieur	Très inférieur	NSP
Des soins médicaux lorsque c'est nécessaire (enfant) Des soins médicaux lorsque c'est nécessaire Recevoir des médicaments et des vitamines lorsque c'est nécessaire (enfant) Pouvoir effectuer régulièrement des visites médicales (y compris pour les dents et les yeux) (enfant)	80	81	81	83	81	78	84	81	81	80	84	75
	76	78	76	78	78	75	80	77	76	77	81	71
	75	77	77	80	76	73	77	76	77	78	80	69
	73	77	74	78	75	73	78	74	75	75	80	67
S'acheter des médicaments lorsque c'est nécessaire Un logement avec des toilettes privatives à l'intérieur et munies d'une chasse d'eau Un logement sans fuites dans le toit ou sans infiltrations dans les murs\ sols\ fondations De pouvoir payer ses factures (d'électricité, d'eau, de gaz, etc.) à temps	73	76	74	76	75	72	77	73	74	74	82	68
	67	70	71	70	70	67	69	67	70	70	73	64
	67	69	68	69	69	66	71	68	66	69	74	62
	66	69	64	68	68	68	71	66	66	68	77	59
Prendre 3 repas par jour (enfant) Un lit et des draps pour tout le monde dans le foyer S'acheter des appareils médicaux (lunettes, fausses dents, etc.) lorsque c'est nécessaire Un logement avec l'eau chaude courante	65	69	69	70	66	64	66	62	66	69	76	59
	67	68	66	68	69	68	68	65	68	70	75	60
	65	67	64	67	67	65	68	64	66	66	72	60
	66	67	71	69	67	62	68	64	67	68	71	60
Un manteau chaud pour l'hiver Des visites de contrôle régulières chez un médecin et un dentiste Un logement avec une salle de bain ou une douche privative De pouvoir payer son loyer ou rembourser un emprunt immobilier à temps	63	66	65	65	65	63	64	61	64	66	76	56
	60	64	59	65	63	62	60	60	63	63	71	55
	62	64	64	64	64	61	62	58	65	65	70	55
	61	64	59	64	63	61	66	60	62	64	71	54
Manger des fruits et des légumes une fois par jour (enfant) De pouvoir chauffer son logement de manière appropriée Avoir de nouvelles chaussures adaptées à leur pointure (enfant) Pouvoir faire face à toutes les dépenses nécessaires pour sa scolarité (enfant)	59	63	58	65	62	60	61	57	61	64	69	54
	61	63	62	62	63	61	63	59	63	63	69	55
	59	62	59	62	62	59	64	60	60	62	66	53
	60	61	63	64	61	56	61	58	61	63	67	51
2 paires de chaussures adaptées au climat (par ex. des chaussures chaudes pour l'hiver et des chaussures légères pour l'été) Un réfrigérateur Un logement d'où on ne risque pas d'être expulsé Pouvoir aller à l'école maternelle, avant l'école primaire (enfant)	57	59	55	59	59	58	58	55	57	60	70	48
	57	59	59	60	59	55	56	54	58	62	69	47
	55	59	58	58	57	56	54	48	57	61	73	50
	50	54	53	56	52	48	49	50	50	56	61	43
Prendre un repas avec de la viande, du poulet ou du poisson au moins une fois par jour (enfant) Pouvoir jouer à l'extérieur en toute sécurité (enfant)	49	52	50	54	49	49	49	43	50	55	61	43
	50	51	52	54	50	47	55	50	51	51	53	44
Des fruits et des légumes frais tous les jours	47	51	46	51	50	47	47	44	48	53	57	42

Privations	Sexe		Classe d'âge					Jugement du revenu du ménage				
	H	F	15-24 ans	25-39 ans	40-54 ans	55 et plus		Très supérieur	Supérieur	À peu près équivalent	Inférieur	Très inférieur
Un lave-linge	46	50	46	49	51	46		40	44	47	52	61
Un logement situé dans un quartier épargné par le crime, la violence ou le vandalisme	47	50	49	49	49	48		48	43	48	51	59
Avoir un adulte qui s'en occupe pendant la majeure partie du temps passé au domicile (enfant)	45	50	49	52	45	45		48	40	48	51	55
De pouvoir rembourser ses crédits (comme pour acheter des appareils électroménagers, des meubles, une voiture, un prêt étudiant, etc.) à temps	47	49	48	49	50	46		49	42	48	52	60
Avoir des habits neufs et à leur taille (enfant)	44	44	49	46	43	41		46	38	43	47	56
Un logement bien entretenu et dans un bon état général (sans peinture qui s'écaille ni fissures dans les murs)	41	43	43	44	41	42		39	32	43	48	55
Un repas avec de la viande, du poulet ou du poisson au moins tous les deux jours	42	43	44	47	42	39		41	35	43	47	53
Avoir suffisamment de place et d'intimité au domicile pour étudier ou faire ses devoirs (enfant)	41	43	48	43	42	38		45	39	38	45	49
Un logement sans trop de pollution ou de problèmes environnementaux (comme la pollution de l'air, la crasse ou les détritux)	41	43	42	43	44	40		44	37	41	45	51
Une cuisinière assez grande pour le foyer	42	42	40	42	44	41		46	42	40	41	53
D'avoir les moyens de ne plus vivre chez ses parents après l'âge de trente ans	40	41	45	43	41	35		48	39	37	41	47
Réparer ou remplacer d'importants équipements électriques tels qu'un réfrigérateur ou un lave-linge	39	40	38	42	40	38		36	35	40	43	50
Avoir des jeux éducatifs et des livres pour enfants au domicile (enfant)	39	40	41	43	38	37		43	36	38	42	47
Un logement qui n'est pas trop sombre, avec suffisamment de lumière naturelle	38	40	35	39	39	39		35	31	38	43	53
De pouvoir mettre de côté de l'argent chaque mois	40	40	39	42	40	38		44	38	39	40	46
Avoir accès aux transports publics locaux	37	39	37	39	39	36		35	33	37	42	48
Célébrer les occasions spéciales (anniversaire, Noël, etc.) (enfant)	35	36	42	39	34	30		40	31	33	37	45
Un logement où les espaces et aménagements publics sont bien entretenus et bien équipés (éclairage public, routes, signalisation routière, arrêts de bus)	33	35	33	35	34	33		31	24	33	39	46
Partir en voyage scolaire ou en camp de vacances (enfant)	32	33	33	35	34	30		39	33	30	34	38
De pouvoir faire face à des dépenses imprévues	31	32	31	33	32	30		29	23	30	35	46
Un logement avec suffisamment de place et d'intimité pour pouvoir lire, écrire ou écouter de la musique pour tous les membres du foyer	30	31	33	32	31	28		28	23	29	37	41
Avoir une activité de loisir régulière (enfant)	32	31	34	34	30	29		36	28	30	34	38
Un logement sans trop de bruit des voisins et de la rue (circulation, commerces, usines, etc.)	28	29	24	29	29	30		26	20	28	32	40
Quelques vêtements neufs et pas de seconde main	31	29	32	32	30	27		25	21	28	35	44
Pouvoir obtenir des services bancaires de base	30	29	29	32	30	26		35	29	28	31	29
Pouvoir inviter ses amis au domicile (enfant)	27	27	29	28	27	24		29	23	27	28	32

Privations	Sexe		Classe d'âge					Jugement du revenu du ménage				
	H	F	15-24 ans	25-39 ans	40-54 ans	55 et plus		Très supérieur	Supérieur	À peu près équivalent	Inférieur	Très inférieur
Un lave-linge	46	50	46	49	51	46		40	44	47	52	61
Un logement situé dans un quartier épargné par le crime, la violence ou le vandalisme	47	50	49	49	49	48		48	43	48	51	59
Avoir un adulte qui s'en occupe pendant la majeure partie du temps passé au domicile (enfant)	45	50	49	52	45	45		48	40	48	51	55
De pouvoir rembourser ses crédits (comme pour acheter des appareils électroménagers, des meubles, une voiture, un prêt étudiant, etc.) à temps	47	49	48	49	50	46		49	42	48	52	60
Avoir des habits neufs et à leur taille (enfant)	44	44	49	46	43	41		46	38	43	47	56
Un logement bien entretenu et dans un bon état général (sans peinture qui s'écaille ni fissures dans les murs)	41	43	43	44	41	42		39	32	43	48	55
Un repas avec de la viande, du poulet ou du poisson au moins tous les deux jours	42	43	44	47	42	39		41	35	43	47	53
Avoir suffisamment de place et d'intimité au domicile pour étudier ou faire ses devoirs (enfant)	41	43	48	43	42	38		45	39	38	45	49
Un logement sans trop de pollution ou de problèmes environnementaux (comme la pollution de l'air, la crasse ou les détritux)	41	43	42	43	44	40		44	37	41	45	51
Une cuisinière assez grande pour le foyer	42	42	40	42	44	41		46	42	40	41	53
D'avoir les moyens de ne plus vivre chez ses parents après l'âge de trente ans	40	41	45	43	41	35		48	39	37	41	47
Réparer ou remplacer d'importants équipements électriques tels qu'un réfrigérateur ou un lave-linge	39	40	38	42	40	38		36	35	40	43	50
Avoir des jeux éducatifs et des livres pour enfants au domicile (enfant)	39	40	41	43	38	37		43	36	38	42	47
Un logement qui n'est pas trop sombre, avec suffisamment de lumière naturelle	38	40	35	39	39	39		35	31	38	43	53
De pouvoir mettre de côté de l'argent chaque mois	40	40	39	42	40	38		44	38	39	40	46
Avoir accès aux transports publics locaux	37	39	37	39	39	36		35	33	37	42	48
Célébrer les occasions spéciales (anniversaire, Noël, etc.) (enfant)	35	36	42	39	34	30		40	31	33	37	45
Un logement où les espaces et aménagements publics sont bien entretenus et bien équipés (éclairage public, routes, signalisation routière, arrêts de bus)	33	35	33	35	34	33		31	24	33	39	46
Partir en voyage scolaire ou en camp de vacances (enfant)	32	33	33	35	34	30		39	33	30	34	38
De pouvoir faire face à des dépenses imprévues	31	32	31	33	32	30		29	23	30	35	46
Un logement avec suffisamment de place et d'intimité pour pouvoir lire, écrire ou écouter de la musique pour tous les membres du foyer	30	31	33	32	31	28		28	23	29	37	41
Avoir une activité de loisir régulière (enfant)	32	31	34	34	30	29		36	28	30	34	38
Un logement sans trop de bruit des voisins et de la rue (circulation, commerces, usines, etc.)	28	29	24	29	29	30		26	20	28	32	40
Quelques vêtements neufs et pas de seconde main	31	29	32	32	30	27		25	21	28	35	44
Pouvoir obtenir des services bancaires de base	30	29	29	32	30	26		35	29	28	31	29
Pouvoir inviter ses amis au domicile (enfant)	27	27	29	28	27	24		29	23	27	28	32

Privations	Sexe		Classe d'âge				Jugement du revenu du ménage					
	H	F	15-24 ans	25-39 ans	40-54 ans	55 et plus	Très supérieur	Supérieur	À peu près équivalent	Inférieur	Très inférieur	NSP
Avoir des équipements de loisir (par ex. vélo ou autres équipements sportifs) (enfant) Un logement avec suffisamment d'espace pour pouvoir inviter des amis ou la famille à prendre un verre ou pour un repas Partir en vacances avec ses parents pour au moins une semaine par an (enfant) Des vêtements chics pour un entretien d'embauche ou d'autres occasions spéciales (mariages, enterrements) Remplacer des meubles usés ou cassés Un téléphone fixe Une télévision couleur Pouvoir offrir des cadeaux à la famille ou aux amis au moins une fois par an Recevoir de l'argent de poche régulièrement (enfant) Une voiture Pouvoir partir une semaine en vacances Avoir une petite somme d'argent pour se faire plaisir chaque semaine S'acheter des journaux, des magazines et des livres Pouvoir décorer son logement Pouvoir inviter les amis ou la famille pour un repas à la maison une fois par mois Un téléphone mobile\ portable Avoir un loisir ou pratiquer un sport régulièrement Aller régulièrement chez le coiffeur Une sortie par mois (restaurant, cinéma, discothèque ou concert, etc.) Un ordinateur Une connexion Internet	28	26	31	29	27	23	31	23	25	30	35	23
	25	26	27	27	25	23	25	17	24	29	36	21
	26	25	26	28	26	23	29	20	23	30	35	19
	24	23	27	26	23	20	22	17	23	27	34	19
	21	21	23	23	21	20	19	15	21	25	30	17
	18	19	16	16	18	22	16	15	20	20	23	16
	20	19	22	21	19	17	15	12	16	23	37	14
	17	17	22	19	16	14	19	14	15	19	27	14
	17	17	19	17	16	17	17	14	16	18	23	14
	19	16	19	20	19	12	20	13	17	20	21	14
	16	14	17	17	16	13	16	11	13	18	24	11
	15	13	21	16	13	11	16	11	13	16	23	11
	14	13	15	13	13	13	14	11	11	15	19	9
	13	12	15	15	12	10	12	8	11	15	21	9
	12	11	15	14	11	9	14	9	10	14	17	8
	13	11	18	15	11	7	10	7	11	14	21	9
	15	11	18	15	12	9	16	11	12	13	16	12
	13	10	12	12	12	11	10	8	11	13	19	8
	12	10	18	13	10	7	11	8	9	13	17	10
	10	7	15	11	9	4	9	6	8	10	14	8
8	6	13	9	7	3	8	5	7	8	10	6	

Lecture : en Europe, 81 % des femmes enquêtées ont jugé que pouvoir payer des soins médicaux à son enfant est absolument nécessaire.
Source : Eurobaromètre 67.1, Commission européenne.

La Collection Insee-Références



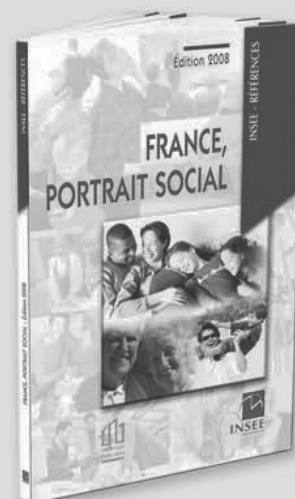
> L'ouvrage 15 €



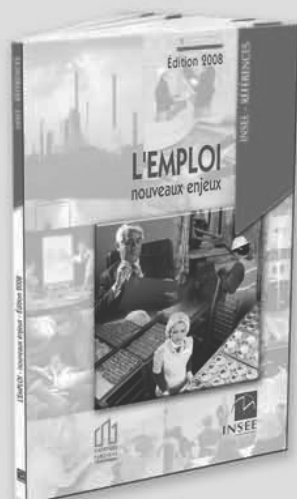
> L'ouvrage 15 €



> L'ouvrage 16,50 €



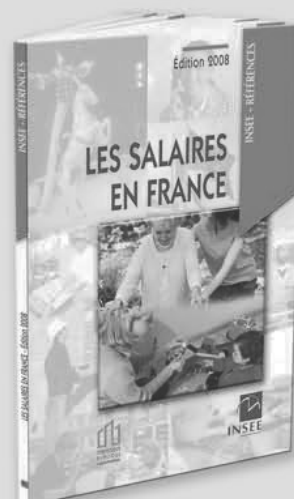
> L'ouvrage 16,50 €



> L'ouvrage 16,50 €



> L'ouvrage 16,50 €



> L'ouvrage 16,50 €



> L'ouvrage 16,50 €

Prochainement : > L'industrie en France - édition 2008

En vente en librairie,
par correspondance et sur www.insee.fr